

**« VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION,
MYTHE OU REALITE ?
QUELLE STRATEGIE POUR LA
FRANCE ? »**

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
« <i>La mondialisation. S’y adapter ? S’en protéger ? La corriger ? La question des leviers</i> » par M. Hubert Védrine, Ancien secrétaire général de l’Élysée, ancien ministre des Affaires étrangères	10
« <i>La déglobalisation en marche</i> » par M. Jean-Michel Quatrepoint, Journaliste économique, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica	20
« <i>La fin du libéralisme</i> » par M. François Lenglet, Journaliste économique, rédacteur en chef du service France au sein de la rédaction de France 2, auteur de « <i>La Fin de la mondialisation</i> » (Éditions Fayard ; 2013) et de « <i>Tant pis ! Nos enfants paieront</i> » (Albin Michel ; 2016)	26
« <i>Les limites de la déglobalisation</i> » par M. Thierry de Montbrial, Président de l’IFRI	34
Synthèse, par M. Jean-Pierre Chevènement	40
Débat final	43

Mesdames,
Messieurs,
Chers amis,

Vous êtes venus très nombreux, je vous en remercie. Le sujet en vaut la peine : « La fin de la globalisation, mythe ou réalité ? Quelle stratégie pour la France ? ».

Nous ont fait le plaisir de venir s'exprimer à la tribune de la Fondation Res Publica : M. Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères ; M. Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique, auteur de l'ouvrage « *Le choc des empires. États-Unis, Chine, Allemagne : qui dominera l'économie-monde ?* » ; M. François Lenglet, que vous connaissez par ses émissions télévisées et ses chroniques radiophoniques ; Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales (IFRI), dont je vous conseille l'ouvrage récent : « *Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ?*² », co-écrit avec Thomas Gomart.

L'histoire de la première mondialisation libérale avait fait la matière d'une partie d'un de mes livres, intitulé « *1914-2014, l'Europe sortie de l'histoire*³ ». La mondialisation libérale britannique, qui avait commencé après 1815, s'était accélérée à partir des traités de 1860 (traité Cobden-Chevalier⁴). Une phase, non pas de ralentissement mais de protectionnisme modéré, à la fin du XIX^e siècle, n'avait pas empêché la croissance des échanges. Les premiers crisements se

¹ *Le choc des empires: États-Unis, Chine, Allemagne : qui dominera l'économie-monde ?* Jean-Michel Quatrepoint, coll. Le débat, éd. Gallimard, 27 mars 2014.

² *Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France?* Thierry de Montbrial, Thomas Gomart, éd. Odile Jacob, janvier 2017.

³ *1914-2014, l'Europe sortie de l'histoire*, Jean-Pierre Chevènement, éd. Fayard, 16 octobre 2013.

⁴ Signe de l'entente cordiale entre Napoléon III et la reine Victoria, le traité franco-britannique de 1860, négocié par les économistes Michel Chevalier (polytechnicien titulaire de la chaire d'économie politique du Collège de France) et Richard Cobden (économiste qui anime la Ligue anglaise contre les « *corn laws* »), conclu en cachette des industriels français qui vont s'y opposer en vain, traduit une libéralisation sans précédent des échanges commerciaux.

firent entendre au début du XX^{ème} siècle avec la guerre des Boers. La question des rivalités en matière d'armement naval entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne (« *Notre avenir est sur l'eau* », disait Guillaume II⁵), l'affaire du Maroc (du « coup de Tanger », 31 mars 1905, au « coup d'Agadir », 1^{er} juillet 1911), les guerres balkaniques (1912-1913), résultaient des intérêts opposés de la Russie et des Empires centraux dans les Balkans où se croisaient deux axes stratégiques : la poussée russe vers les Détroits et le projet de chemin de fer Berlin-Bagdad. L'« étincelle » de Sarajevo (28 juin 1914, assassinat de l'héritier de l'empire austro-hongrois par un terroriste serbe) n'eût rien été si elle n'avait allumé le brasier de l'erreur qui précipita l'Allemagne dans la mise à exécution du fameux plan Schlieffen. Ce plan, conçu dès 1905, avait pour but de mettre d'emblée la France hors-jeu pour terrasser la Russie mais, oubliant complètement que le fond de l'affaire était la rivalité avec l'Empire britannique, il avait négligé l'entrée en guerre possible de la Grande-Bretagne et de ses *dominions* le 4 août 1914.

C'est ainsi que fut ouverte la boîte de Pandore.

Si je rappelle ce phasage, c'est que – toutes choses égales par ailleurs – je regarde la façon dont les choses se sont passées depuis 1945, date de la victoire écrasante des États-Unis à la fois contre l'Allemagne et contre le Japon.

J'observe la première brisure en 1971, avec la suspension de la convertibilité en or du dollar, suivie en 1976 par les accords de la Jamaïque⁶. On subit en même temps les chocs pétroliers, la consécration du dollar comme monnaie mondiale et l'énorme déséquilibre introduit dans les échanges mondiaux.

⁵ « *Notre avenir est sur l'eau ; plus les Allemands s'en iront sur l'eau... mieux cela vaudra pour nous : car lorsqu'une bonne fois l'Allemand aura appris à voir loin et grand, il sera moins préoccupé par les petits soucis de la vie quotidienne...* » (extrait d'un discours de Guillaume II).

⁶ Le 8 janvier 1976, les ministres des Finances qui forment le Comité intérimaire du Fonds monétaire international (FMI) adoptent à Kingston une réforme du système monétaire international. Les « Accords de la Jamaïque » légalisent le système des taux de change flottants et mettent fin au régime des parités fixes mais ajustables au niveau international. L'or n'a plus aucun statut officiel au sein du FMI ni dans les relations entre ses membres.

Ensuite nous allons très vite vers l'accession au pouvoir de R. Reagan et M. Thatcher (1980), en France l'Acte unique (1986), puis 1989-91 : la réunification de l'Allemagne (3 octobre 1990), la Guerre du Golfe (1990-1991), l'implosion de l'URSS. C'est politiquement l'acmé de la mondialisation.

On observe encore, dans ces années-là, la déréglementation financière (à partir de 1996) avec l'abrogation du *Glass-Steagall Act*⁷ (1999).

Puis, c'est 2001 (destruction des *Twin Towers*), la crise de la bulle Internet (2000-2005), la crise des *subprimes* en 2008, point d'infléchissement d'un ralentissement sensible de la progression du commerce international (qui progressait deux fois plus vite que le PIB avant 2008 et progresse ensuite presque deux fois moins vite).

Enfin le Brexit et l'élection de Trump manifestent que nous sommes entrés dans une zone de tensions géopolitiques nouvelles. Je ne dis pas que nous allons vers une nouvelle guerre de 1914 mais nous observons quand même des tensions, par exemple en mer de Chine méridionale, et la stratégie chinoise des routes de la soie, nous voyons les États-Unis augmenter de 54 milliards leur budget de la défense etc.

Il y a des craquements géopolitiques qu'on ne peut pas ne pas entendre.

Bien sûr, on ne peut pas oublier l'arrière-plan économique. Nous sommes à la fin d'une période qui a été marquée par la globalisation dont Alain Supiot, mon professeur préféré au Collège de France, donne la définition : « *La disparition des solidarités locales au profit de calculs d'optimisation pour un marché total* », définition qui, éliminant une part du réel (les nations, les peuples, l'aménagement des territoires...), porte la marque d'un certain économicisme.

Je ne veux pas en dire plus long. Mon propos était simplement d'ouvrir le débat avant de laisser la parole à Hubert Védrine.

⁷ Le *Glass-Steagall Act*, loi passée par le Congrès américain en 1933 dans un contexte de grande dépression, promulgue la séparation des activités d'investissement et des activités commerciales des banques. Il instaure le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires et le plafonnement des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires.

*La mondialisation. S'y adapter ? S'en protéger ? La corriger ?
La question des leviers.*

Chers amis bonsoir. Je voudrais remercier Jean-Pierre de m'avoir invité.

J'ai coutume de m'exprimer sur la géopolitique mais je me concentrerai ce soir sur le sujet de la « déglobalisation ».

Tout ce que nous vivons depuis vingt ou trente ans est l'histoire de l'adaptation douloureuse des Occidentaux à la perte de leur monopole historique. Pendant trois ou quatre siècles, les Occidentaux ont eu le monopole de la conduite de l'Histoire (supériorité militaire et économique, normes, hiérarchie des valeurs, langues etc.) dont ils ont fait bon ou mauvais usage. Nous vivons la remise en cause de tout cela et la perte, non pas de la puissance mais de ce monopole.

C'est vécu de façon extrêmement douloureuse, comme on le voit aux États-Unis qui oscillent d'un extrême à l'autre : après Clinton ils ont élu George W. Bush ; après George W. Bush, ils ont choisi Obama... puis Trump ! C'est un bateau qui n'a plus de quille.

Quant aux Européens, ils vivent douloureusement l'effondrement de toutes les illusions, attentes et espérances qu'ils avaient projetées sur l'idée européenne.

Ce n'est pas tellement le monde qui est en train de changer pour la énième fois mais ce sont des illusions spécifiquement occidentales qui s'effondrent (on rêvait d'une « communauté internationale » et on se retrouve dans *Jurassic Park*). Mais si nous étions Chinois, nous ne réagirions pas de la même manière.

Sur la mondialisation, je risquerai deux ou trois remarques :

Jean-Pierre Chevènement est remonté à des mondialisations antérieures. On pourrait en citer d'autres (ibérique etc.). Mais on n'insiste pas assez dans la période récente sur la distinction très importante entre mondialisateurs et mondialisés.

La mondialisation systématique, sans limites et sans règles, est présentée par ses partisans comme une évidence incontestable, sauf par des esprits complètement abrutis. Mais le porte-conteneurs et le portable n'expliquent pas tout. Bien sûr, il y a eu des percées technologiques qui ont marqué l'histoire (le gouvernail d'Étambot, la boussole...), mais ce n'est pas suffisant.

Il y a eu des forces mondialisatrices, des pays, des entités économiques, des groupes politiques, des penseurs, des philosophies, des théoriciens qui ont contribué à discréditer et à ridiculiser tout ce qui s'opposait à ce mouvement. Tout ce qui constituait un ralentissement, un frein à la mondialisation, tout ce qui relevait de l'identité, de l'enracinement de la culture, devait être éradiqué.

Les mondialisés, ce sont tous les autres, qui n'avaient rien demandé et qui doivent s'adapter. Ils en tirent parfois des profits, surtout en tant que consommateurs mais avec des perturbations.

On ne peut pas dire qu'un pays soit globalement mondialisateur, même les États-Unis. C'est plus compliqué. En 2007, rédigeant à la demande du Président un rapport sur « *la France et la mondialisation* »⁸, j'avais étudié l'état de l'opinion dans les autres pays occidentaux car à l'époque, l'ambiance était à décrire les Français comme des attardés (tout le monde était censé être pour la mondialisation sauf les Français qui sont indécrottables...). J'ai donc vérifié et constaté qu'en 2007 une légère majorité d'Américains et de Britanniques considéraient que la mondialisation était plus nuisible que bénéfique ! D'ailleurs, pendant que j'écrivais, cet été-là, les éditoriaux du *Financial Times* accusaient les Américains, les Britanniques d'être des nuls qui n'avaient rien compris ! Depuis, cela a changé plusieurs fois.

⁸ *La France et la mondialisation : rapport au Président de la République*, Hubert Védrine, éditeur : Présidence de la République, date de remise : Septembre 2007 <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/074000535.pdf>.

La distinction entre mondialisateurs et mondialisés est importante pour analyser cette longue période de vingt à trente ans et ses effets dans les opinions.

Quand on parle de mondialisation, au-delà de l'élargissement de l'économie de marché, entraîné par les choix faits par Deng Xiaoping en Chine et l'effondrement de l'URSS etc., on observe une période où l'économie n'a pas été simplement un peu dérégulée, comme c'était souhaitable au début, mais totalement dérégulée, puis financiarisée, jusqu'à l'« enfer de Macao » des trente dernières années.

Face à cette mondialisation telle qu'elle a évolué, plusieurs attitudes sont possibles :

La première consiste à dire : On n'y peut rien, il faut « s'adapter ». C'est le langage d'une partie des forces économiques, politiques, sociales et bien sûr des leaders d'opinions du monde financier.

D'autres réclament plus de protection. Mais il n'y a aucun cas où la mondialisation soit exclusivement négative. Ceux-là même qui la contestent, en occident, voudraient en garder certains éléments. Comment, à quel niveau, par quels moyens et jusqu'à quels points se protège-t-on ?

Les plus ambitieux prétendent la « corriger ». Une interrogation simple s'impose immédiatement : Quels moyens d'influence avons-nous sur le reste du monde ? Nous vivons dans un pays historiquement prétentieux, pénétré de l'idée qu'il a un rôle spécial, extraordinaire. C'est plus vrai sur le plan politique et culturel que sur le plan économique. Nous chérissons l'idée que nous avons les moyens de concevoir un monde meilleur, un nouvel ordre international, et, de fait, la France a toujours eu d'ingénieuses idées dans ces domaines. Je sais bien qu'il faut distinguer entre l'économie et la géopolitique mais c'est le même tropisme qui fait penser que nous avons des idées universelles (ce qui m'a toujours paru relativement risible parce que, si nos idées sont universelles, l'univers devrait s'en rendre compte et, si elles ne le sont pas, il est un peu enfantin de le proclamer). Cela évoque le débat sur « la France patrie des droits de l'homme ». « Non, ne manque pas de préciser malicieusement Badinter, la France est la patrie de la 'déclaration' des droits de l'homme ». Ce n'est pas

exactement la même chose et, *de facto*, nous n'avons pas de baguette magique pour transformer le reste du monde en un énorme Danemark ... à supposer que ce soit une bonne idée.

En matière économique, l'adaptation à la mondialisation ne peut pas aller jusqu'au bout parce que nous voulons rester un peu nous-mêmes. Mais personne, en sens inverse, ne songe à appliquer un protectionnisme systématique. Améliorer la mondialisation nous renvoie à la question des leviers dont nous disposons pour agir au-delà des formules, des slogans. Même moi j'ai dû avoir la faiblesse de dire quelques fois : Notre rôle est de « civiliser la mondialisation » (supposée « sauvage »). Très bien, mais en pratique, comment agir ? Quels leviers utiliser ?

La bonne idée, nous dit-on, serait une combinaison entre se protéger un peu plus intelligemment, par des « écluses » ou autre chose, et s'adapter jusqu'à un certain point en devenant performants et compétitifs dans ce nouveau contexte. Sauf que les classes moyennes en occident n'ont jamais demandé à être mises en compétition avec les paysans asiatiques pauvres ! L'obligation de compétitivité est perçue par beaucoup de gens comme une sorte d'atteinte à leur droit fondamental à ne pas être compétitifs ! On ne peut pas aller très loin, surtout dans des vieux pays extrêmement organisés, protégés, qui ont reconstitué les mêmes systèmes que les corporations de l'Ancien Régime. On voit les problèmes que suscite n'importe quelle micro-réforme dans nos pays.

Se protéger ne peut donc pas être systématique. S'adapter ne peut consister à nous transformer nous-mêmes jusqu'à ne plus nous reconnaître. Et corriger pose la question du levier.

Pendant très longtemps, l'Europe a été présentée comme la seule chance : « On ne peut agir qu'au niveau de l'Europe car nous sommes trop petits ! » (Ce qui est idiot : les trois quarts des pays des Nations Unies sont beaucoup plus petits que nous). Cette idée est très répandue. Mais il s'est trouvé que l'idéologie qui a dominé les institutions européennes, notamment la Commission, n'allait pas du tout dans le sens de ce concept de levier. C'était une période de dérégulation. Il suffit de voir l'idéologie de la concurrence de la Commission, de la Cour de justice. En France, beaucoup de « réalistes progressistes » qui, souhaitant conserver les aspects positifs de la mondialisation, voulaient se protéger et

s'adapter intelligemment tout en corrigeant les aspects négatifs, ont été incroyablement frustrés par le fait que le levier européen, mû par une tout autre idéologie, n'ait pas été utilisable. Lors du fameux débat entre François Mitterrand et Philippe Seguin, au moment du référendum du 20 septembre 1992 sur le Traité de Maastricht, F. Mitterrand, s'étant avisé que tous les arguments « gnanngnan » habituels sur l'Europe (l'Europe, c'est la paix, la jeunesse, l'avenir...) ne fonctionnaient plus, affirma, face à Seguin : « Une Europe forte vous protégera mieux ». Déjà, en 1992, c'était la demande de protection qui l'emportait ! Une partie de la gauche a cru qu'une Europe forte et devenue 'sociale' par miracle allait nous protéger. Mais, ou bien elle n'est pas devenue forte, ou bien, si elle est devenue forte, c'est plutôt pour détruire nos protections ! Une grande partie de la gauche, et, bien au-delà de la gauche, de la France, n'est pas sortie ces contradictions.

Pour que ce levier européen soit utilisable, il faudrait un changement profond de quelques grands pays qui reprendraient le contrôle de la machinerie (Commission, Cour de justice etc.) pour concevoir une politique industrielle, une nouvelle politique de la concurrence et une nouvelle méthode de négociation des accords commerciaux.

Pendant une longue période, les accords commerciaux, systématiques, étaient censés apporter la paix dans le monde, 'le doux commerce'. Dans la période récente, aux États-Unis, Trump n'est pas le seul à avoir tiré au canon sur cette 'pensée OMC'. Sanders, avec des positions vraiment très à gauche – surtout pour les États-Unis – avait eu un succès énorme. Hillary Clinton elle-même, l'incarnation du système, a été obligée à la fin de la campagne de se différencier, de retirer son appui aux grands accords commerciaux, alors que le raisonnement d'origine d'Obama, en tout cas pour l'accord États-Unis-Europe, consistait à dire que si nous ne nous ne consentions pas à des compromis, de part et d'autre, entre nous, pour aboutir à un accord à terme, les normes chinoises s'imposeraient partout. Ce n'était pas absurde, stratégiquement. Mais il eût fallu que les États-Unis fussent capables de négocier normalement, honnêtement, d'accepter l'ouverture de leurs marchés publics, de consentir à des systèmes de règlement des différends acceptables par les Européens, et des compromis sur les normes sanitaires, environnementales etc. Mais Obama et les États-Unis, comme négociateurs, ont été incapables de faire le moindre geste et Obama n'avait aucune marge compte tenu de la composition du Congrès.

Où est le levier pour continuer une mondialisation qui ne va pas s'arrêter mais qu'il faudrait encadrer davantage ? Y a-t-il des alliances possibles ?

On voit le président chinois, Xi Jinping, profiter des annonces de Trump pour se présenter comme le héros du libre-échange ! Mais il ne s'agit pas dans son esprit du libre-échange beaucoup plus encadré que les Européens souhaiteraient. Cela ne va évidemment pas dans le sens du Parlement wallon qui voulait même bloquer l'accord avec le Canada. C'est autre chose. C'est une sorte d'hommage du vice à la vertu, une manière de ralliement à double sens, mais qui laisse entrapercevoir une nouvelle période de la commercialisation et de l'ouverture aux normes chinoises, dès maintenant.

Ce n'est pas fini. La question des leviers à trouver pour encadrer et corriger reste ouverte.

Changement du système européen ? Changement de l'Allemagne ? Il serait bon, sur ce sujet, que la France ait une pensée claire, organisée, offensive, ce dont elle est incapable en ce moment.

On ne peut pas non plus imaginer une alliance avec les émergents en général. Les émergents ne forment pas une entité géopolitique. Ils ne sont pas capables de se mettre d'accord avec nous – et pas même entre eux – sur ce sujet.

Peut-être sommes-nous à la veille d'une nouvelle phase de la mondialisation, moins rapide, moins intrusive, peut-être corrigée, avec des retours en arrière, qui ne s'arrête pas non plus complètement, mais qui est différente (nouvelle norme, coût écologique, etc...).

Je voudrais vous signaler la sortie récente d'un livre intéressant de Pascal Lamy et Nicole Gnesotto⁹ (une européiste classique qui évolue vers une position euro-réaliste). Pascal Lamy reconnaît dans ce livre qu'à un moment donné il a vraiment cru que la géopolitique était dépassée, que la généralisation de l'économie globale de marché allait dépasser les problèmes. Selon cette pensée 'économistique' tout est lisse, tout est soluble dans l'économie : la croissance, l'identité, l'histoire, l'État-nation. « La Terre est plate », écrivait Th. Friedman.

⁹ *Où va le monde?*, Pascal Lamy et Nicole Gnesotto, éd. Odile Jacob, 2017.

Beaucoup de gens le pensent encore. Pascal Lamy l'a pensé longtemps mais, la géopolitique est toujours là, constate-t-il honnêtement pour s'en affliger. Il n'en est pas encore à dire que l'intégration européenne à outrance a fabriqué des foules d'allergiques à l'Europe, y compris chez des braves gens de centre droit et centre gauche. Il n'en est même pas à dire ce que dit Junker sur la réglementation 'à outrance'. Mais, sur tout le volet commerce et échanges internationaux, son évolution est intéressante. En effet, si quelqu'un comme Pascal Lamy est capable de dire cela par honnêteté intellectuelle, on peut penser qu'une partie des mondialisateurs en chef et théoriciens qui ont été des moteurs du système sont plus ouverts qu'avant au genre de réflexion qui peut exister autour de Jean-Pierre Chevènement. Je trouve cela encourageant.

Si, sur tous ces sujets, les Français ne sont pas capables d'ordonner leur pensée, nous allons continuer à vivre des moments humiliants et pénibles dans lesquels le point d'équilibre entre les Européens s'établira sans tenir compte de nos positions, au demeurant peu claires. Je pense notamment à la correction de la doctrine de la concurrence dans la Commission, qui a longtemps regardé la concurrence, entre Européens et non au niveau mondial. Si nous ne sommes pas capables de penser, d'être clairs, nous ne pèserons pas.

Je ne sais pas ce qui va sortir de la pétaudière électorale actuelle, mais l'urgence est une France qui soit de nouveau capable de penser par elle-même. Elle ne va pas se démondialiser, elle n'arrivera pas à convaincre l'ensemble des émergents qu'il faut arrêter un système qui pour eux est une aubaine extraordinaire, plus intéressante que toute l'aide qu'on leur a apportée et qui, souvent, n'a servi à rien.

Je termine en lançant un appel à la ré-élaboration de notre propre pensée.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

De quelle marge la France dispose-t-elle dans le système actuel, par exemple par rapport à l'Allemagne? Un certain nombre de candidats à l'élection présidentielle semblent vouloir faire des réformes, ou, en tout cas, dans les six prochains mois, donner des signes à l'Allemagne dans l'espoir que celle-ci les paiera en retour et enclenchera une politique qui, avec ou sans Schultz, sera en rupture avec l'ordo-libéralisme allemand, avec le modèle qui fait de l'Allemagne

un pays excédentaire à hauteur de 10 points de PIB (ce qui est absolument extravagant), modèle absolument intransposable aux autres pays européens à qui il est pourtant donné comme exemple ! Comment exercer une pression dans une telle situation ?

Au moment où beaucoup de cartes vont être rebattues, n'y a-t-il pas, vis-à-vis de la Russie, des évolutions dont nous pourrions prendre l'initiative ?

HUBERT VEDRINE

Par rapport à la Russie, au lieu de frémir en pensant que Trump allait faire n'importe quoi, les dirigeants européens importants auraient été bien inspirés de définir et proposer ce qui pourrait être une approche plus réaliste – ni complaisante ni poutinophile – des relations européennes avec la Russie. Il y a des points sur lesquels nous devrions être fermes, peut-être plus dissuasifs, et des points sur lesquels il conviendrait d'être plus ouverts, plus coopératifs, tout en étant lucides. La lucidité, par exemple, consisterait à reconnaître que la politique que nous avons menée nous a mis hors-jeu au Proche-Orient, ce serait un élément de réalisme !

Donc il y aurait des choses à faire vis-à-vis de la Russie, surtout si nous avons la force de le dire avant que Trump et Poutine aient conclu on ne sait quoi entre eux.

Mais cela ne règle pas notre question économique, sur laquelle il se peut que nous ayons des nuances.

Je pense un peu ce que disait Mendès-France : « Un pays qui ne contrôle pas ses finances publiques est un pays qui s'abandonne ». On ne peut pas expliquer tous nos problèmes par l'Allemagne, la zone euro etc. La France est le seul pays développé qui ne parvient pas à reprendre le contrôle de sa dépense publique, qui a un taux de prélèvements obligatoires délirant, et donc une fiscalité asphyxiante. Et ce n'est pas la faute de l'Allemagne. Il faut rappeler que la France a tout fait pour qu'il y ait une monnaie unique, pour ne pas rester dans la zone mark. Le gouvernement suppliait Mitterrand d'implorer Kohl afin qu'il aille presser le gouverneur de la Banque centrale allemande de nous autoriser à dévaluer de 7 %. « Non, 3 », répondait celui-ci... C'était pénible ! Nous avons déjà un problème de compétitivité.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

C'est une critique du SME...

HUBERT VEDRINE

Je critique l'incapacité de la France, avant l'euro, à devenir ou à rester industriellement compétitive. Le SME était gérable à condition de faire le minimum d'efforts à cet égard. De même, pendant la période récente, Chirac, qui s'est magnifiquement illustré dans son deuxième mandat par son refus d'engager la France dans la guerre en Irak, aurait pu, en même temps que Schröder mais moins durement que lui, faire un minimum de réformes pour que nous retrouvions un certain équilibre. Il eût fallu, par exemple, reprendre le contrôle de l'État-providence, vital dans son principe mais qui, ayant échappé à tout contrôle depuis très longtemps, est devenu infinçable. Je pense qu'il y a une marge que la France aurait pu utiliser. Elle serait redevenue compétitive et nous ne serions pas aujourd'hui en train de nous plaindre de l'Allemagne.

Je ne suis pas du tout un pro-allemand aveugle. Je sais que c'est nous (Trichet et Bérégofoy) – et pas les Allemands – qui avons inventé les critères de Maastricht. D'un autre côté, on peut critiquer la gestion démagogique et court-termiste par Mme Merkel de la politique de l'énergie, dans le seul but d'avoir les Verts en réserve en vue d'un changement d'alliance. Dans l'affaire des réfugiés, elle avait raison sur le plan humain et moral mais elle a attisé l'ensemble du phénomène, après quoi elle a négocié seule avec la Turquie comme elle va négocier avec la Tunisie ! Je ne suis donc pas béat d'admiration devant les positions allemandes.

La réunification s'est faite grâce à Gorbatchev et la force de l'Allemagne est due à Schröder. Cela dit ironiquement, il y a une bonne nouvelle : comme Schultz veut revenir sur une partie des réformes Schröder, le coût du travail va remonter, la compétitivité de l'Allemagne va baisser et nous allons retrouver un ballon d'oxygène sans rien faire...

Je crois qu'une politique de réformes 'à la française' est possible, sans incriminer le système allemand ni la dépendance par rapport à l'euro. En effet, certains pays qui, comme le Canada et la Norvège, ne sont pas dans la zone euro, ont fait le même genre de réformes. Quand je dis qu'il faut sortir de l'obsession, ce n'est pas parce que je pense que les Allemands ont raison. Ils ont tort sur plusieurs points. Mais l'éthique de responsabilité nous impose de maîtriser nos dépenses publiques. Ce n'est pas à cause des Allemands que nous avons une fiscalité telle qu'il devient irrationnel d'investir dans ce pays.

Il y a la solution de Stiglitz. Il est pour l'intégration européenne mais la juge impossible dans les systèmes actuels. Il ne préconise pas, comme Philippe Villin, de revenir à la monnaie nationale. Il préconise un système intermédiaire, avec quatre euros regroupant des pays présentant plus de similarités économiques et de convergence politique. En effet, il continue à penser que le système allemand dévore le système de la zone euro de l'intérieur parce que les pays périphériques n'arrivent pas à y être compétitifs. Il est intéressant de voir quelqu'un qui, comme Stiglitz, se veut très pro-européen, préconiser de repasser par une phase de quatre zones euro, avec une sorte de serpent pour reconverger ensuite.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci.

Hubert Védrine nous a parlé de la perte du monopole de l'Histoire par l'Occident. Quand on regarde les choses de près, on voit en effet que d'autres pays, notamment dans le Sud, inventent à nouveau une Histoire qui est la leur : la Chine, depuis déjà quelques décennies, demain l'Inde, l'islam, à sa manière... Après l'implosion de l'URSS, la Russie émerge de nouveau. Il y a donc d'autres acteurs de l'Histoire que les traditionnels acteurs européens ou américains.

Je me tourne vers Jean-Michel Quatrepoint qui a écrit un livre tout à fait passionnant sur ces questions.

La déglobalisation en marche

Je voudrais revenir sur le panorama tracé par Jean-Pierre Chevènement en ouverture de ce colloque parce qu'il est important d'avoir quelques références historiques.

Le « cycle néolibéral », tel qu'on l'a appelé, qui commence le 15 août 1971 avec l'abandon unilatéral par les Américains de l'indexation du dollar sur l'or, comporte quatre grandes phases :

1971-1980. Après le décrochage du dollar de l'or, les idéologues, les économistes néolibéraux travaillent et accouchent d'un vrai système idéologique qui, s'appuyant sur les travaux de Milton Friedman (reprenant Schumpeter, Hayek etc.), marque une rupture avec Keynes. Les Britanniques montrent la voie sur le plan politique avec l'élection de Margareth Thatcher (mai 1979). Quelques mois plus tard (novembre 1980), Ronald Reagan est élu aux États-Unis (on ne peut pas ne pas penser au scénario Brexit-Trump). Reagan et Thatcher sont là pour appliquer les principes de l'école de Chicago et du néolibéralisme.

Pendant toute la décennie 80 la France de Mitterrand, qui nationalise, est à contre-courant.

Les Américains dérèglent, cassent les monopoles syndicaux, bataillent contre les *Trade Unions*, s'attaquent aux monopoles des grandes entreprises (ATT, transports aériens etc.) pour remettre du dynamisme dans le système économique. C'est parce qu'ils demandent à leurs partenaires d'appliquer la même politique au nom de la libre concurrence que la dérégulation va se mettre en place à l'échelle planétaire. L'alliance des Américains avec la Chine – qui se fait contre l'URSS, contre le Japon et au profit des multinationales américaines pour l'essentiel – est un élément déterminant dans la géopolitique et la géoéconomie mondiale.

Le Japon, ennemi économique des États-Unis dans les années 80, est remplacé aujourd'hui par la Chine. On se souvient que les Américains reprochaient aux

Japonais de manipuler leur monnaie en la maintenant trop bas et d'accumuler les excédents sur les États-Unis. De plus, les Japonais voulaient apprendre aux Américains à fabriquer des voitures, envisageaient de racheter Hollywood et avaient des ambitions dans l'aéronautique et dans la défense. Les Américains, avec Reagan, réagirent violemment. Le parallèle s'impose avec ce qui se passe entre Trump et la Chine.

Au début des années 90, l'URSS implose et la Russie bascule dans ce qui n'est plus seulement la mondialisation mais la globalisation. Les démocrates américains achèvent l'idéologisation de ce néolibéralisme en y ajoutant une couche « libertaire » (faisant du « Terra nova » avant l'heure) : ils pensent qu'il faut multiplier les délocalisations, faire une croix sur la classe ouvrière, jouer les minorités et privilégier les services, la finance, le luxe. Ils abandonnent l'industrie manufacturière, les travailleurs blancs, et misent sur la *High Tech*, la finance, les déficits commerciaux étant compensés par les excédents dans les services, les revenus des capitaux, les revenus des brevets etc.

Dans les années 90 la France adopte exactement la même stratégie, ce qui explique que nous ayons actuellement beaucoup de problèmes similaires à ceux des Américains. C'est l'époque de « la mondialisation heureuse », chère à Alain Minc, aux élites françaises et américaines. C'est l'époque du *Glass Steagall Act*, c'est-à-dire de la financiarisation accélérée par les démocrates américains, notamment par Lawrence Summers.

Trop d'excès, trop de libre-échange, trop de paupérisation, dans les pays occidentaux, trop d'enrichissement, trop d'inégalités, trop de marchés financiers non contrôlés, tout cela débouche sur le *krach* du 15 septembre 2008.

Les Américains élisent Barack Obama en espérant qu'il remette de l'ordre, mette au pas la finance, les multinationales et redonne de l'espoir à la population américaine, aux minorités comme à la *white middle class* et aux *white workers*. Il va échouer, rien n'a été fait, rien n'a changé.

Depuis 2008, les banques centrales ont fait fonctionner la planche à billets. On a évité le collapse total mais, sous la présidence Obama, l'endettement public a doublé, passant de 10 000 à 20 000 milliards de dollars. Au niveau mondial on atteint 200 trillions (= 200 000 milliards) de dollars, 57 000 milliards de dollars de plus qu'en 2008. La France a suivi le mouvement, naturellement. Si elle a généré de l'endettement, la planche à billets n'a pas réglé les problèmes : le système perdure, les inégalités se sont accrues, le système financier a continué

d'engranger les bénéfiques, l'investissement productif n'est pas reparti. Même si les TRI (taux de rentabilité sur investissement) ont diminué ces dernières années, ils restent très élevés. Le chômage a diminué aux États-Unis, nous dit-on, mais environ la moitié des chômeurs sont sortis des statistiques.

Face à tout cela la colère gronde, la colère enfle. En Occident, les classes moyennes paupérisées – car c'est bien de paupérisation qu'il s'agit quoi qu'en disent les statistiques – se tournent vers ceux qu'on désigne comme « populistes » et qui, de l'extrême gauche à l'extrême droite, prétendent tout changer. Le système se révélant incapable de se réformer, de réguler et d'apporter de l'espoir à ces classes moyennes qui étaient majoritaires, celles-ci se détournent du système et se tournent vers les extrêmes.

Parallèlement, on observe un ralentissement de la croissance (un point de croissance en moins par décennie).

Phénomène nouveau, depuis trois ans, le commerce mondial ralentit. Pendant toute la « mondialisation heureuse », et même pendant les années 80, le commerce mondial progressait deux à trois fois plus vite que le PIB mondial pour aboutir, non sans quelques aberrations, à ce mouvement brownien des marchandises, des conteneurs. Toutes les grandes entreprises s'étaient organisées en disséquant leurs chaînes de valeur, produisant le sous-ensemble là où les coûts étaient les plus bas, assemblant là où c'était le moins cher, réexportant là où il y avait une demande solvable, c'est-à-dire essentiellement en Occident et au Japon, et localisant les bénéfiques dans des paradis fiscaux. « L'optimisation fiscale » est en effet cohérente avec le but de la globalisation : la disparition, à terme, des États et des nations.

En 2009, j'avais écrit un livre intitulé « *La dernière bulle* »¹⁰, sous-titré : « *Comment on n'en finit pas d'enrichir les élites et de paupériser les classes moyennes. Comment Wall Street a phagocyté Obama et a fabriqué une fausse reprise* ». C'est le problème. La réforme fiscale n'a été faite ni dans un sens ni dans l'autre. Obama a essayé. Il a fait une réforme, l'*Obama Care*, qu'il a payée cher parce que, pour que les grandes entreprises acceptent, il a été obligé d'aller à Canossa et il a cédé devant les *lobbies*.

Obama est un intellectuel, il s'exprime remarquablement bien, il a une prestance. Trump est un peu son antithèse... Cela étant dit, il faut regarder les chiffres. Après huit ans d'Obama les déficits perdurent. La balance des comptes

¹⁰ *La dernière bulle*, Jean-Michel Quatrepoint, éd. Fayard, sept. 2009.

courants américains (balance des biens, des services et des revenus financiers), le vrai ‘juge de paix’, est déficitaire en moyenne de 500 milliards de dollars chaque année. La balance commerciale est déficitaire de 750 milliards de dollars ! C'est-à-dire que rien n'a changé. Les pays excédentaires sont toujours la Chine, l'Allemagne et le Mexique, ce qui explique que Trump cible ces trois pays. Les déficits perdurent et, le système mis en place depuis près de quarante ans – et surtout dans les quinze ou vingt dernières années – ayant échoué, on change le logiciel.

Ce qui s'est passé avec le Brexit et surtout avec l'élection de Trump, nonobstant toutes les incertitudes, toutes les approximations, toutes les outrances... est bien un changement de logiciel : *exit* le libre-échange absolu, on change de paradigme.

Selon moi, Trump est un libéral-protectionniste. Il est en effet pour l'économie de marché, donc libéral. Pour savoir qui soutient Trump, il ne faut se fier ni aux médias français ni aux médias américains. Il est soutenu par une bonne partie des *Trade unions* et du patronat, sauf la *Silicon Valley*. Une réforme fiscale d'ampleur est en préparation, qui va changer toutes les règles du jeu de la comptabilité des entreprises, avec des effets considérables sur le reste du monde. Ce changement de comptabilité doit aboutir à favoriser la production locale et à défavoriser les importations. Pour la grande distribution (*Walmart*) et un certain nombre d'industriels (tel *Apple*) qui vivent sur l'importation, cela pose un problème. D'autres, en revanche, y voient leur intérêt. Là sont les enjeux.

Là s'observe le changement : la globalisation était une réalité, la déglobalisation n'est pas encore une réalité mais elle n'est plus un mythe, elle est en marche.

Des forces en présence s'exercent, ce qui explique le déchaînement contre Trump. On nous a expliqué pendant des années qu'il n'y avait pas d'autre politique possible que le libre-échange (le protectionnisme était diabolisé), qu'il n'y avait pas d'autre solution que l'ouverture totale des frontières, y compris à l'immigration, et que les problèmes venaient de ce qu'on n'avait pas fait suffisamment de libre-échange. Il fallait donc aller encore au-delà et enlever encore un peu plus de pouvoir aux États, aux nations, aux peuples (c'est le sens des traités de libre-échange). C'est ce qui était en jeu, donner le pouvoir aux forces économiques, essentiellement aux multinationales et notamment aux GAFA.

On a souvent parlé ici du pouvoir que se sont arrogé ces géants du Web, de ce monopole considérable sur nos vies de tous les jours, sur nos données. La première option consiste à continuer en faisant des amodiations, de vagues régulations à la marge, pour éviter de basculer dans une guerre commerciale totale, avec tous les risques que cela comporte. Sommes-nous capables collectivement d'inventer une troisième voie, une régulation qui fasse qu'il y ait un peu plus de retour sur investissement pour les populations occidentales ? Faut-il revoir les chaînes de valeur ? Faut-il relocaliser ? Sans doute puisque c'est déjà à l'œuvre.

Depuis trois ans le commerce mondial progresse moins vite que le PIB. La croissance du commerce mondial (1,8 %) est aujourd'hui inférieure à la croissance du PIB mondial (3 % l'année dernière). Cela signifie que les dirigeants des multinationales, qui ont perçu dans les pays occidentaux une opposition à cette globalisation à outrance, donc une volonté de relocalisation et de récupération (et un peu de la revanche du local sur le global), anticipent le mouvement. De plus, depuis trois ans ils se sont aperçus que la 3D et la numérisation permettent de relocaliser certaines activités. Ils savent aussi que l'étirement complet des chaînes de valeur comporte des risques. Il suffit qu'un des éléments, pour une raison quelconque, fasse défaut et c'est l'ensemble du produit qui ne peut plus être assemblé. Cela pousse aussi à une certaine relocalisation. C'est ce mouvement qui est en cours depuis deux ou trois ans et qui va s'accélérer, indiscutablement.

Ce débat est largement absent des débats actuels, notamment en France. Je crois que la seule question qui vaille est celle de l'emploi. C'est l'objectif numéro un de Trump (comme cela l'était pour un certain président français élu il y a cinq ans), il veut recréer de l'emploi, rapatrier de l'emploi. C'est ce qui sera le plus difficile. On va rapatrier les activités parce que la robotisation et la numérisation le permettent et que l'investissement peut redevenir rentable. En revanche, les usines robotisées emploient considérablement moins de personnel et pas le même type de personnel. L'idée de taxer les robots et payer les gens à ne rien faire n'est pas très satisfaisante intellectuellement.

Comment allons-nous pouvoir recréer des emplois pérennes dans une économie du XXI^e siècle numérisée, en cette troisième révolution industrielle ? C'est tout l'enjeu. Je suis persuadé qu'il y a des solutions. Je ne vois pas beaucoup les économistes au travail, en tout cas pas sur ces thèmes-là. Ils nous expliquent

qu'il faut soit continuer dans le libre-échange, soit « inventer » le revenu universel (idée qui, en réalité, remonte à plus d'un siècle).

Nous devons travailler à trouver une troisième voie qui permettra de reconstituer de nouvelles classes moyennes. Nous ne pouvons pas nous contenter de cette espèce de nomadisation du monde, de constitution d'une hyper-classe (les fameuses « élites mondialisées »), d'un vaste magma d'emplois de services et de la disparition de toutes ces classes moyennes qui ont fait notre prospérité et ont garanti la paix sur notre continent depuis soixante-dix ans.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci.

Je vais maintenant donner la parole à celui à qui nous avons emprunté le titre de notre colloque : « *La fin de la mondialisation* »¹¹, un livre très intéressant, toujours d'actualité.

Nous avons eu une vue historique, une vue économique (ou économiciste) de la mondialisation et de la démondialisation. Il y a une vue géopolitique : l'idée que l'Occident a perdu le monopole de la production de l'histoire. L'Europe l'a perdu depuis déjà très longtemps et on semble ne pas s'en être aperçu. La question est de savoir si nous sommes capables en Europe de reconstituer un acteur stratégique à l'échelle mondiale.

Nous écoutons M. Lenglet que je remercie encore une fois d'être venu animer notre soirée.

¹¹ *La fin de la mondialisation*, François Lenglet, éd. Fayard, septembre 2013.

La fin du libéralisme

Merci à vous de m'avoir invité. C'est pour moi un plaisir et un honneur d'avoir la possibilité de m'exprimer devant vous.

Je partirai d'une erreur que j'ai faite longtemps sur la mondialisation. Comme Jean-Michel Quatrepoint j'ai un parcours de journaliste économique, ce qui incline à faire des choses intéressantes mais aussi, en ce qui me concerne, à faire des bêtises. L'une des plus grosses bêtises que j'aie faites fut de penser que la mondialisation était inéluctable. Je l'ai pensé jusqu'à il y a une quinzaine d'années, jusqu'au moment où, justement, j'ai regardé d'un peu plus près l'histoire, riche d'enseignements absolument considérables pour comprendre l'économie.

Quand on regarde l'histoire sérieusement, sans *a priori*, on discerne très nettement des phases d'avancée et des phases de régression (mot que j'utilise sans connotation péjorative) de la mondialisation. On voit des phases de recul prononcé et prolongé, accompagnées à chaque fois des mêmes phénomènes : ralentissement de la croissance du commerce mondial, retour des frontières, contestation des élites, montée de ce qu'on appelle le « populisme », entendu comme les politiques qui refusent la logique du marché (un des rares points communs des diverses formes de populismes).

De cette observation, j'ai tiré l'hypothèse que, si la mondialisation n'est pas inéluctable, c'est que son déterminant principal n'est pas, comme que je le pensais auparavant, la technologie. Je pensais que les échanges entre les peuples, échanges transfrontaliers d'argent, de biens, de services et de personnes, étaient déterminés principalement par la possibilité que nous avons de voyager, de communiquer et d'expédier des produits par-delà les mers. L'invention des conteneurs, par exemple, a entraîné une augmentation des échanges et le premier câble transatlantique (1865) s'inscrivait dans une évolution des technologies de communication qui nous mènerait jusqu'à Internet. Tout cela formait une sorte de *continuum* qui, pensais-je, déterminait notre comportement. C'est complètement faux ! Les phases de démondialisation

interviennent *malgré* la technologie, ce qui semble montrer que le déterminant principal n'est pas la technologie.

Suivons cette hypothèse : le déterminant est d'une autre nature.

Quand on regarde sans *a priori*, on se rend compte que la seule hypothèse solide (je croise ici les pas de Jean-Michel Quatrepoint) est que le déterminant principal de l'ouverture et de la mondialisation est le degré de tolérance des sociétés. Degré qui change, et dans des proportions considérables.

De cette hypothèse, on peut inférer que, contrairement à ce que Pascal Lamy a cru (si l'on suit les propos d'Hubert Védrine) et ce que j'ai cru moi-même il y a une quinzaine d'années, ce n'est pas l'économie qui imprime son rythme à la marche des choses, c'est au contraire la politique. C'est la vie des sociétés qui détermine l'économie et l'économie obéit à la société comme l'esclave au maître.

C'est ce que je vais m'employer à vous montrer.

Poursuivons un peu plus loin l'observation de l'histoire. On voit qu'elle est ponctuée de cycles relativement longs où les phases d'ouverture et de mondialisation alternent avec des phases de fermeture. Ces phases, mystérieusement, ont une durée relativement constante : trente, quarante, quarante-cinq ans. La totalité du cycle, de l'ouverture à la fermeture, couvre quatre-vingts ans, à peu près la durée de la vie humaine, comme si nous étions collectivement toujours emportés sur le même orbe idéologique qui nous faisait passer d'un excès à l'autre : Une phase libérale naît dans la société, avec le désir de liberté qui, sous toutes ses formes, se développe, s'amplifie. Elle est d'ailleurs, curieusement, parfaitement synchronisée au plan mondial (tous les pays passent par le même cycle au même moment) et elle est, toujours, ponctuée par un *krach*. En effet, la phase libérale se traduit toujours par des déréglementations et une croissance débridée de l'endettement et le *krach* n'est jamais que l'expression d'une réalité malmenée, généralement par la spéculation. Derrière ce *krach* s'ouvre en général, si on suit l'histoire, une longue période de fermeture progressive. Jean-Pierre Chevènement évoquait celle de 1873-1896, qui avait suivi le *krach* de 1873, où une longue phase de protectionnisme avait été l'une des façons de régler la crise. Contrairement à ce qu'on dit un peu rapidement, le protectionnisme ne crée pas la crise, ce n'est pas lui qui a créé la crise des années trente, il était au contraire une réponse à cette crise qui provenait de la phase libérale qui avait précédé.

Je vous propose d'explorer le cycle actuel et, avant de voir où il nous mène, de faire un petit retour pour comprendre d'où il vient.

Vous situiez l'un et l'autre la naissance de ce cycle libéral en 1971, moment de la rupture de la convertibilité du dollar en or. Mon « logiciel » est un peu différent mais je ne serai pas très loin de vous en termes de dates.

J'en daterai la naissance plutôt dans les années soixante, avec l'émergence des *baby-boomers* qui avaient vingt ans en 1968-69 et étaient mus par ce désir de liberté. Comme toutes les générations, ils se sont déterminés *contre* leurs parents, en prenant le contrepied d'une génération qui, elle-même, avait été marquée par les extraordinaires désordres de la première moitié du XX^{ème} siècle (guerres et crises sans précédent). Cette génération, née juste après la guerre, se construit contre celle qui la précède, comme, probablement, celle qui est aujourd'hui à la veille de prendre le pouvoir se construit contre la nôtre. La génération qui a vingt ans en 1968-69, de façon assez singulière, fait la révolution dans tous les pays du monde en même temps : aux États-Unis, en France, en Europe de l'est, en Chine (la Révolution culturelle). En termes de génération, c'est la même onde qui parcourt la planète. C'est Woodstock (1969)... C'est le moment où cette génération libérale accède à la conscience d'elle-même, promeut ses valeurs sous une forme exclusivement individualiste et qui n'a pas grand rapport avec l'économie.

Mais cela va changer très rapidement.

1979. Dix ans plus tard notre génération a intégré l'économie et la société. Le libéralisme commence à se transmettre à l'économie avec l'arrivée de Mme Thatcher (1979) qui a été le signal essentiel, suivie quelques mois plus tard de l'élection de Ronald Reagan (1980). À l'autre bout de la terre, au même moment, on assiste aux réformes libérales de Deng Xiao Ping (18 décembre 1978) et, en 1979, à l'extraordinaire changement de cap idéologique qui va permettre l'essor de la Chine (sans précédent dans l'histoire : on n'a jamais vu un pays rattraper aussi vite son retard économique). L'économiste Maddison a reconstitué tous les PIB de tous les pays du monde depuis l'an mille¹². On voit

¹² *L'Économie mondiale : une perspective millénaire*, OCDE, Paris, 2001.

L'économie mondiale - Statistiques historiques, OCDE, 2003.

pendant plusieurs siècles une stabilité marmoréenne où la Chine représente 25 % à 30 % de l'économie mondiale. Puis, aux alentours de 1840 (Traité de Nankin, 1842), commence ce que les Chinois appellent « le siècle de l'humiliation », c'est-à-dire la dégringolade qui les conduira, cent ans plus tard, à la Révolution de 1949 et l'arrivée de Mao Tse Toung. En cent ans, le PIB de la Chine descend de 25 % à 5 % de l'économie mondiale en 1979, au moment où Deng Xiaoping prend le pouvoir. Dans les trente ans qui suivent, la Chine remonte les marches de l'escalier à une vitesse extraordinaire, avec un PIB qui passe de 5 % à 19 %.

1979, c'est bien sûr le début du libéralisme économique qui se traduit par l'avancée de l'idée européenne et la signature de l'Acte unique (1986) et sa mise en œuvre au début des années 1990.

1969, Woodstock ; 1979, Thatcher ; 1989, chute du mur de Berlin, « *acmé de la mondialisation* », nous a dit Jean-Pierre Chevènement.

C'est vrai au plan idéologique mais, au plan économique, c'est le vrai démarrage de cette mondialisation parce que la suppression des frontières libère l'extraordinaire puissance des multinationales qui vont non seulement vendre à l'étranger mais y produire, profitant des énormes écarts de salaires. C'est alors que les investissements transnationaux se développent et que le commerce commence à croître beaucoup plus vite que la croissance.

Entre temps, l'arrivée de Volker, qui proscriit l'inflation, à la tête de la Banque fédérale des États-Unis, marque un changement idéologique très important. Cette génération qui monte en puissance dans l'économie, parce qu'elle commence à s'enrichir, se met à haïr l'inflation (l'instrument qui sert à éroder le passé au profit du futur) et préfère un réglage macroéconomique qui préserve la valeur du capital. Si on raisonne dans des termes marxistes – ce qui est loin d'être inutile dans certaines circonstances – la disparition de l'inflation est la victoire des détenteurs de capital. Symétriquement, puisqu'en économie il n'y a pas de bonne solution, il n'y a que des gagnants, des perdants et des rapports de force, les perdants sont ceux qui s'endettent, c'est-à-dire plutôt les jeunes. Au fur et à mesure que nos *baby-boomers* grandissent, leur aversion pour l'inflation devient de plus en plus forte.

Liste historique des régions et pays par PIB (PPA) : travaux réalisés par Angus Maddison pour l'OCDE.

1989, la chute du mur, l'âge d'or de la phase libérale... ce moment est théorisé de façon extraordinairement intelligente par Fukuyama dans « *La fin de l'Histoire* »¹³. Son titre est évidemment une métaphore mais il avait très bien vu qu'on entrait dans une phase très particulière avec la victoire de l'économie de marché et d'une certaine forme de démocratie. Tout cela ne devait pas durer. Mais on ne le savait pas à l'époque et l'enthousiasme prévalait.

La Chine, en 1989, est un peu à contretemps avec les 2 000 morts de la place Tien An Men. Mais, curieusement, dès janvier 1992, le vieux Deng Xiaoping effectue un voyage très médiatisé dans le sud du pays qui marque la relance des réformes : « *Enrichissez-vous, il faut prélever les éléments positifs du capitalisme pour édifier le socialisme à la chinoise* », lance-t-il. Le pays s'exécute. Donc, là encore, le monde est à l'unisson.

1999 est l'année où l'on a supprimé le *Glass Steagall Act*. C'est l'année des fusions stupides, de la financiarisation extrême de l'économie, de l'extraordinaire croissance de l'endettement. Les entreprises (Vivendi-Universal, Daimler-Chrysler, Time Warner-AOL...) célèbrent leurs mariages, échanges d'actions qui ont des valorisations complètement ineptes. L'Europe poursuit son rêve d'unification avec la mise en œuvre de l'euro. 1999 est le début de l'union monétaire (même si nous n'aurons les billets et les pièces dans les poches qu'en 2002). C'est aussi en 1999 que la Chine entre à l'OMC.

Tout cela pour dire qu'en 1999 le tableau de la crise se met en place, avec les excès financiers, avec la mondialisation débridée qui commence à susciter des critiques. 1999 voit les grandes manifestations de Seattle contre l'OMC, émaillées d'émeutes assez violentes. On commence à comprendre que la mondialisation est une fée grimaçante : elle donne beaucoup à ceux qui ont déjà beaucoup et elle prend aux autres. François Bourguignon illustre les effets de la mondialisation de façon éclairante : Caruso (1873 – 1921) a vendu un million de disques dans sa vie, ce qui est énorme. Cent ans plus tard, Pavarotti (1935 – 2007) vend cent millions de disques ... et il est cent fois plus riche car son talent, grâce à la mondialisation, trouve l'occasion de se déployer et de se monétiser dans tous les coins du monde.

C'est exactement ce qui suscite cette contestation, comme ce fut le cas lors des précédentes phases de mondialisation. À la fin du XV^e siècle et au début du XVI^e

¹³ *La Fin de l'Histoire et le dernier homme* [« *The End of History and the Last Man* »], Francis Fukuyama, éd. Flammarion, 1992.

siècle, lors de la première mondialisation, celle des grandes découvertes, les fortunes insolentes ramenées en Europe par des aventuriers incultes et intrépides firent hurler toute la société de l'époque, suscitant, déjà, une contestation extrêmement violente dont l'expression la plus puissante fut la réforme luthérienne. En 1524, Luther écrit dans son livre « *Du commerce et de l'usure* » que le commerce lointain déstructure les sociétés parce qu'il occasionne des déplacements de richesses très dangereux pour la cohésion sociale. C'est limpide et extrêmement intelligent ! Ce sont des débats très contemporains. Relisant ce livre aujourd'hui, on y voit l'illustration des débats qui nous agitent : Luther serait-il l'ancêtre des « populistes » ? Lui aussi refuse le marché comme ses lointains héritiers d'aujourd'hui.

En 2009, la crise qui suit le *krach* de Lehman Brothers de septembre 2008 conclut ce cycle d'aventures, de libertés excessives, porté par une génération qui, à mesure qu'elle conquiert les échelons du pouvoir, dérègle, libéralise, détruit les frontières, parce que tel est le projet de sa vie. Le projet de 'notre' vie, devrais-je dire, car nous appartenons tous ici à la même génération, nous avons vécu nos années professionnelles avec cette théologie, certains s'y opposant, d'autres s'y soumettant mais c'était le grand courant idéologique de nos vies.

C'est fini. 2009, avec la crise, a sonné le glas de ce monde-là. On en voit seulement le début car ces crises sont toujours très longues. L'unité de temps est la vingtaine d'années. On a fait dix ans, il reste probablement une décennie.

Le besoin de protection se substitue au désir de liberté et nous entrons dans une phase différente. L'économie va se transformer radicalement. Je ne crois pas du tout à la troisième voie. Je pense que le mouvement va aller très loin – probablement trop loin – dans le sens de la fermeture parce que les peuples le demandent et que la politique répond à une demande.

Ce qui est assez problématique, c'est que cette demande de protection n'a pas été vue par les partis traditionnels et les « populistes », de gauche comme de droite, remplissent un vide. Si la politique traditionnelle ne répond pas à la demande des citoyens, les citoyens se tournent vers d'autres qui, faisant commerce de la peur, se servent du besoin de protection et le dénaturent.

Il arrive dans l'histoire que des partis traditionnels acceptent de se saisir de ce besoin de protection, d'y répondre. De ce point de vue-là, je suis frappé, comme Jean-Michel Quatrepoint, par la transformation de l'offre politique anglo-

saxonne, notamment à droite. La droite britannique, avec le Brexit, a opéré une mutation idéologique considérable. Les discours de Theresa May ne parlent plus que d'inégalités. Notre droite, en comparaison, est décalée avec les attentes de la population.

Il est vrai que nous, Français, sommes toujours décalés : En 1981, au moment où le monde se libéralise, nous partons dans une direction diamétralement opposée... Mais, quelques années plus tard, les socialistes libéralisent eux-mêmes. Cela montre que, dans une période libérale, les politiques, de gauche ou de droite, sont les mêmes. Le besoin de liberté structure la demande politique et l'offre, de tous bords politiques, y répond de la même façon. Quand, à l'inverse, le besoin de protection l'emporte, la gauche comme la droite font aussi des politiques qui se ressemblent.

Peut-être, comme en 1981, le vainqueur de l'élection présidentielle, de droite ou de gauche, s'apprêtera-t-il à libéraliser au moment où le monde entier referme, protège et tente de rétablir la souveraineté économique...

Quelle stratégie pour la France ?

Nous avons beaucoup de difficulté à formuler une stratégie parce l'identité européenne que nous avons adoptée a fait disparaître en grande partie l'identité nationale, pour des raisons qui m'échappent mais qui nous laissent aujourd'hui un peu désarmés. Tout le monde comprend bien que c'est la fin du projet européen, au moins sous la forme que nous avons connue, mais la génération qui est au pouvoir s'y accroche avec une forme de déni de la réalité extrêmement problématique. En effet, le déni est ce qu'il y a de plus fort. Le fait que les crises s'éternisent n'est pas dû aux problèmes techniques mais aux blocages psychologiques. La génération au pouvoir aujourd'hui ne veut pas renoncer à ce à quoi elle a cru, qui a aimanté, orienté toute sa vie professionnelle. On voit bien que cette génération a du mal à sortir de ses rails et je crains qu'il ne faille attendre la génération d'après, qui n'aura pas les mêmes préventions parce qu'elle n'aura pas vécu la même trajectoire, pour avoir la solution à ces problèmes.

À l'aune de l'histoire, ces crises couvrent une quinzaine ou une vingtaine d'années. La bonne nouvelle, c'est que nous en avons fait la moitié, la mauvaise, c'est qu'il en reste la moitié. Mais nul doute que, dans deux ans, cinq ans, dix ans..., on ne parvienne à une longue période de croissance, quand nous aurons trouvé les bons réglages pour protéger, encadrer davantage et restaurer l'État là

où il doit être, sans pour autant étouffer le sel de la vie économique, l'initiative de l'entreprise.

En 2007, j'avais publié un livre intitulé « *La crise des années trente est devant nous*¹⁴ ». On voyait très bien, en effet, que ça allait claquer sur l'immobilier américain, sur les dettes publiques et que, derrière, c'était tout un monde qui allait tomber avec la montée « populiste ».

Il est encore un peu tôt mais bientôt va venir le temps où j'aurai envie d'écrire : « *Les Trente glorieuses sont de retour* ».

Merci.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, François Lenglet, pour cet exposé passionnant et, comme toujours, anticipateur. Vous avez décrit une génération d'ex-*baby-boomers* qui s'accroche. Je crois que c'est dans l'air du temps.

Je me tourne vers Thierry de Montbrial qui vient de publier un livre intitulé « *Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France?*¹⁵ ». La recherche de l'intérêt national est en effet le bon réflexe. Mais il faut se mettre d'accord sur ce qu'est cet intérêt national dans la période qui vient, où nous sommes un peu ligotés, comme vous l'avez dit, parce que non seulement nous avons sacrifié au libéralisme, mais nous avons sacrifié notre indépendance politique, notre souveraineté. Nous sommes par conséquent embarqués sur un bateau dont nous ne tenons pas la barre. L'Allemagne sera un pays très exposé dans la phase qui vient parce qu'une contraction du commerce mondial ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur l'économie allemande. Nous sommes embarqués avec l'Allemagne et nous devons essayer de voir ce qu'il est possible de faire avec elle dans ce contexte où nous n'avons plus la maîtrise de l'histoire. C'est donc un moment très difficile, me semble-t-il, qui est devant nous. Et on

¹⁴ *La crise des années trente est devant nous*, François Lenglet, éd. Perrin, mars 2007.

¹⁵ *Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France?* Thierry de Montbrial et Thomas Gomart.

aurait intérêt à faire monter très vite la génération qui suit celle des *baby-boomers*.

THIERRY DE MONTBRIAL

Les limites de la déglobalisation

Mes propos tiendront compte des trois exposés précédents, passionnants et extrêmement riches. Je partage d'ailleurs beaucoup de constats et analyses avec les trois orateurs qui m'ont précédé.

Permettez-moi d'abord de citer Pascal (quand je dis Pascal, il s'agit de Blaise et non pas de Lamy...) qui, dans la première Lettre aux Provinciales¹⁶, écrit : « ...je ne dispute jamais du nom, pourvu qu'on m'avertisse du sens qu'on lui donne. ».

Je constate que personne jusqu'ici n'a défini la mondialisation ni la globalisation, sauf peut-être le professeur au Collège de France auquel Jean-Pierre Chevènement a fait allusion (Alain Supiot). Je vous livre ma définition, extrêmement simple : « La tendance pour toutes les unités actives de la planète à raisonner stratégiquement à l'échelle planétaire ». Quand je parle d'unité active, je désigne aussi bien une entreprise qu'un groupe terroriste, une église, une association... Je crois que cette tendance est fondamentalement marquée par les évolutions technologiques.

Là-dessus, j'ai un petit désaccord avec Jean-Michel Quatrepoint : Selon moi, la révolution technologique actuelle est d'une ampleur incomparable avec toutes celles qui l'ont précédée. Par conséquent je crois que cette tendance à raisonner stratégiquement à l'échelle planétaire va persister, en dépit des mouvements de balancier prévisibles.

Aucun des orateurs n'a cité la théorie des cycles longs (Kondratieff, Braudel), courts etc. qui est un grand étage de la pensée économique théorique. Or ce qui

¹⁶ *Les Provinciales* (titre complet : *Lettres écrites par Louis de Montalte à un provincial de ses amis et aux RR. PP. Jésuites sur le sujet de la morale et de la politique de ces Pères*), Blaise Pascal. 1656 -1657.

a été décrit s'inscrit assez bien dans ces conceptions-là. Cependant, ce qu'on ne peut pas changer, ce sont les mutations technologiques.

Je voudrais faire une autre remarque sémantique à propos de la géopolitique et de ce qu'on appelle de plus en plus souvent la géoéconomie. J'observe qu'aujourd'hui la géopolitique, dans la langue courante, est confondue avec les relations internationales, la diplomatie. Ce glissement de pensée me semble extrêmement dangereux.

En réalité, le mot 'géopolitique' a refait son entrée dans les années 80. Au Centre d'analyse et de prévision (CAP) du Ministère des Affaires étrangères, dont j'étais le premier directeur dans les années 70, on ne parlait jamais de géopolitique. Le mot était prohibé à cause des connotations de la géopolitique allemande, du nazisme etc.

Le mot 'géopolitique', revenu dans les années 80, désigne pour moi l'idéologie relative aux territoires, qui commande énormément de choses. Par exemple, on ne peut pas comprendre l'échec du retour de la Russie dans la « communauté internationale » (la société internationale, mieux vaudrait dire, car il n'existe pas de « communauté » internationale) si on ne considère pas la grande querelle idéologique : le modèle à la Brzeziński (américain, polonais, lituanien etc.) développant la thèse de l'Ukraine comme la grande région au cœur du continent eurasiatique où allait se jouer le destin de l'humanité, d'où la volonté d'expansion de l'OTAN, des institutions euroatlantiques vers l'Ukraine, ce qui était évidemment inacceptable par les Russes. Ça c'est de la 'géopolitique' ! La diplomatie au jour le jour, c'est autre chose.

La 'géoéconomie' est l'instrumentalisation de l'économie à des fins politiques, typiquement l'utilisation des sanctions ou des moyens que la technologie apporte pour l'espionnage etc.

À propos du protectionnisme, j'aurai peut-être aussi un petit désaccord, sans doute marginal, aussi bien avec Jean-Michel Quatrepoint qu'avec François Lenglet. Je ne crois pas que la réalité économique ait jamais été le tout libéralisme, ou le tout libre-échange, *versus* le tout protectionnisme. D'ailleurs l'Organisation mondiale du commerce (OMC) développe généralement les conditions de la libéralisation sur le principe de la réciprocité. Aussi il faut attirer l'attention sur le fait qu'il n'y a jamais eu aucun accord multilatéral sur les questions d'investissement. Par exemple, chose assez étonnante, s'il y a eu un laisser-aller de fait, il n'y a jamais eu de cadrage

multilatéral sur ces questions d'investissement. C'est-à-dire que si les pays retrouvent leur indépendance en matière d'investissement ils ne contreviendront à aucune loi, ne rompront aucun traité international puisqu'il n'y en a jamais eu ! Il est important de le remarquer.

Une remarque concernant la France : Il est plus facile de recommander la vertu quand on est soi-même vertueux. C'est pourquoi il est extrêmement dangereux de vouloir donner des leçons à autrui parce qu'on ne sait jamais ce qui peut vous arriver en retour. S'agissant du protectionnisme, je crois que la France est très mal placée pour donner des leçons aux autres.

Il faut distinguer le protectionnisme du fort (pratiqué par l'Allemagne, le Japon, la Chine...) et le protectionnisme du faible. Nous avons toujours été, hélas, du côté du protectionnisme du faible. S'il s'agit d'utiliser le protectionnisme pour se muscler, devenir compétitif et développer des avantages comparatifs, cela a un sens dans le cadre d'une politique bien conçue. S'il s'agit simplement de préserver, comme au début du XX^e siècle, la marine à voile pour la protéger de l'émergence de la marine à vapeur, c'est plus embêtant.

Je crois qu'il y a des arguments très forts pour développer une certaine forme de protectionnisme mais ne parlons pas du protectionnisme en général et surtout soyons crédibles, faute de quoi personne ne nous écouterait.

Je citais la théorie des cycles de Kondratieff ou autres. Cela va de pair avec les mouvements de balancier (on va dans une direction et on revient dans la direction inverse).

François Lenglet a parlé de l'inflation. Il se trouve qu'au début de ma carrière, au Commissariat au Plan, une grande institution où j'ai passé un peu de temps avant d'aller au Centre d'analyse et de prévision, j'ai beaucoup étudié les questions d'inflation, alors sujet de préoccupation. Quand je relis aujourd'hui ce qui était écrit à l'époque, ce que je pouvais écrire moi-même sur les dangers et inconvénients de l'inflation, je n'ai pas envie qu'elle revienne ! Je pourrais consacrer une conférence entière aux méfaits de l'inflation. Je le dis pour ceux qui, tant d'années après, sont tentés par le retour d'un peu d'inflation (toujours ce mouvement de balancier...).

Les orateurs qui m'ont précédé ont évoqué des dates plus ou moins importantes.

Pour moi, le XX^e siècle va des traités de paix de l'après Première guerre mondiale (1918-1920) à 1989-91. C'est un siècle court, contrairement au XVII^e siècle européen qui fut un siècle long entre l'assassinat d'Henri IV en 1610 et la mort de Louis XIV en 1715.

Il faut noter au passage qu'au départ, la mondialisation, c'est la guerre : on parle de la Première guerre *mondiale* (initialement désignée comme la « Grande guerre ») et de la Deuxième guerre *mondiale*.

Il est très difficile de trouver des dates significatives dans l'histoire. En ce qui me concerne, je n'ai jamais eu de doute, même au moment des événements, sur le fait que 1989-1991 est une date absolument charnière. La chute de l'Union Soviétique a la même cause fondamentale que la mondialisation : la technologie.

Il se trouve que j'ai fait un doctorat à Berkeley en 1968-70 (Oui, j'ai eu la chance d'être à Berkeley en 1968 !). Ce que je ne savais pas à l'époque, c'est que c'était à Berkeley qu'on était en train d'inventer ce qui est devenu l'Internet. En admettant que ce soit à la fin de ces années 60 que sont nées les technologies de l'information et de la communication, dans les années 70, celles où j'étais au CAP (Centre d'analyse et de prévision), on ne parlait que d'une chose, l'accélération des technologies militaires, ce qu'on a appelé par la suite la révolution dans les affaires militaires. Sans rentrer dans les détails, c'est la course aux armements, plus qualitative que quantitative, que les Soviétiques n'ont pas été capables de suivre. S'il n'y avait pas eu la révolution technologique dont nous parlons, l'Union Soviétique existerait encore. Mais elle s'est trouvée incapable de se réformer parce que toute tentative de réforme menaçait d'écroulement son système politique. Donc, la chute de l'Union Soviétique et la mondialisation ont, pour parler comme Thucydide (qui distinguait entre « les causes les plus fondamentales » et les « causes immédiates »), les mêmes causes les plus fondamentales. La cause la plus fondamentale d'un tremblement de terre est le mouvement des plaques tectoniques mais les causes individuelles d'un tremblement de terre particulier, c'est tout autre chose, c'est pourquoi il est tellement difficile de prévoir les *dates* des grands événements. Si Gorbatchev n'avait pas été Gorbatchev, les efforts pour refaire un traité de l'Union Soviétique en 1990 auraient pu réussir et nous aurions aujourd'hui une tout autre configuration.

Cela m'amène à revenir un peu plus en détail sur les questions de révolution technologique. Je crois qu'il n'y a aucun exemple dans l'histoire de l'humanité d'une révolution technologique d'ampleur comparable à celle que nous appelons aujourd'hui numérique, digitale..., même si on se réfère aux théories à la

Kondratieff des cycles longs. Un mouvement qui a commencé dans les années 60 et qui, un demi-siècle plus tard, continue d'apporter des déferlantes d'innovations technologiques nouvelles, permanentes et d'ampleur toujours plus grande, c'est absolument sans précédent. Et ce qui nous attend, si l'on en croit la prospective technologique pour les années qui viennent, est d'une ampleur encore supérieure. La technologie *big data*, des robots, des objets connectés, de l'intelligence artificielle ouvre des béances... Beaucoup d'ouvrages consacrés à ces sujets sont à la fois fascinants et assez effrayants. Quand tous les objets seront connectés, y compris les *pacemakers* et autres gadgets que certains d'entre nous peuvent porter, on frémit en imaginant les conséquences de *bugs* ou autres attaques informatiques. Tout cela va continuer.

Je reviens à ma définition de la mondialisation entendue comme « tendance pour toutes les unités actives de la planète à raisonner stratégiquement ». Peut-on raisonnablement imaginer que les jeunes, en particulier, accepteront de se replier brusquement sur eux-mêmes, d'être déconnectés de ce qui se passe dans les autres pays ? Accepteront-ils le rétablissement des frontières et de ne plus pouvoir, du jour au lendemain, se déplacer en Europe sans visa ? L'Union européenne est en train de subir une crise majeure mais je ne connais pas beaucoup de Français, même anti-européens au sens de l'Union Européenne, qui verraient avec plaisir le retour des frontières, des visas pour aller en Allemagne, et le brouillage de leur téléphone portable destiné à interdire l'accès aux informations circulant au-delà des frontières. Donc tout cela va continuer.

Je vais au moins deux fois par an en Chine depuis 1976. J'étais physiquement présent sur la Place Tien An Men au moment des manifestations au lendemain de la mort de Chou En-laï, considérée comme le point de départ de la chute de la « bande des quatre ». Je peux vous dire aujourd'hui que tous les Chinois sont constamment en train de jouer avec Internet et de déjouer habilement toutes les censures qui existent. Avec les 800 ou 900 millions de téléphones portables dont, au minimum, ils disposent, ne croyez pas que les Chinois resteront à l'abri de ce qui se passe dans le reste du monde. Les dirigeants le savent parfaitement. Tout ceci est également une source d'instabilité absolument majeure dans les relations internationales.

Oui, la mondialisation continuera en ce sens-là parce que la technologie et les vagues successives de technologies qui vont venir auront des impacts durables. Et, aujourd'hui, les seuls concurrents des entreprises américaines qui ont déjà acquis des positions de force (Google, Facebook, Amazon etc.) sont en Chine et nulle part ailleurs. Donc tout cela va continuer.

Allons-nous tous nous dé-googliser ? Est-ce concevable ? Non ! Je crois que s'il se produit un recul, un mouvement de balancier, il sera mesuré et incomparable aux mouvements similaires observés dans le passé. Ne sous-estimons pas l'attachement, des jeunes en particulier, au libéralisme du net. Je crois que nous avons affaire à des mouvements d'une ampleur considérable, pas forcément bien maîtrisés, et qui joueront un rôle énorme.

Ce qui nous menace le plus est, je crois, la déstabilisation. J'adhère à ce qui a été dit par Jean-Michel Quatrepoint et par François Lenglet à propos de la crise de 2007-2008. Il y a là-dedans beaucoup d'idéologie mais aussi beaucoup de technologie. Mathématicien d'origine, j'ai étudié les modèles théoriques du marché parfait. C'était absolument fascinant, il y avait des théories magnifiques de la perfection des marchés, d'ailleurs récompensées par plusieurs prix Nobel et enseignées dans toutes les grandes universités. Mais tout cela a aussi permis l'édification de fortunes colossales, non méritées, non gagnées, ce qui a évidemment un côté scandaleux. M. Trump veut démanteler les régulations qui ont été difficilement mises en place sous l'administration Obama pour essayer de réduire les risques de retour de ce genre de crise. Nous risquons un retour à ces crises, pour les mêmes raisons qu'à l'époque de Greenspan qui s'était fait le porte-parole de ce genre d'idées. Mais on ne va pas revenir à la banque centrale à l'ancienne. La technologie a changé durablement la banque, la finance, l'économie. Je pense notamment à l'économie collaborative, à la nouvelle révolution des *blockchains* etc.

Pour conclure, je dirai que nous devons tous, avec fierté, redécouvrir – ou mieux découvrir – ce que la notion de Nation a de précieux. L'Europe, en tant qu'Union Européenne, ne peut se refaire que sur la base d'une pleine compréhension du phénomène national. C'est aussi vrai, plus généralement, des relations *internationales*.

Je suis de ceux qui pensent qu'une bonne gouvernance suppose le respect des autres, suppose d'accepter les différences et de renoncer au prosélytisme. Si véritablement nous croyons à ce que nous appelons nos « valeurs », commençons par les pratiquer chez nous. Ce sera la meilleure façon de les répandre à l'extérieur plutôt que de constamment dire aux autres ce qu'ils doivent faire.

La gouvernance – entendue comme les règles du jeu dans un monde qui restera tout de même très largement ouvert – sera la question fondamentale des décennies qui viennent. Le vrai problème consiste à définir le bon degré

d'ouverture. Qu'est-ce qu'un monde raisonnablement ouvert ? Quelles sont les bonnes règles du jeu pour faire en sorte que cette ouverture soit durable, pour éviter les grandes crises ou y parer lorsqu'elles surviennent, pour résoudre autant que faire se peut quelques problèmes globaux ? Ces problèmes globaux (climat, pandémies...) sont aussi une nouveauté de notre époque et supposent une organisation adéquate sur le plan international.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, Thierry de Montbrial, pour cet exposé brillant nourri de votre immense culture des choses internationales et de votre formation scientifique. Nous avons bien retenu que la date-clé était la chute de l'URSS (1991) dont vous avez donné une explication qui me paraît aller à l'encontre des vues exprimées par François Lenglet : c'est, selon vous, la technologie et non le socio-politique qui explique la chute de l'Union Soviétique. Moi-même je ne vous suivrai peut-être pas tout à fait parce que je crois que le politique prime toujours sur la technologie. Je pense que les dirigeants de l'URSS ne croyaient plus du tout au communisme. Les causes de l'effondrement sont selon moi les contradictions internes du système soviétique, qui, à vrai dire, existaient depuis le début et dont rend bien compte un livre de Moshe Lewin intitulé : « *Le siècle soviétique* »¹⁷ qui couvre le concept que vous avez évoqué de « court XX^e siècle » (titre d'un livre d'Éric Hobsbawm¹⁸, historien britannique). Le court XX^e siècle (1914-1991) est au fond le siècle soviétique. Il y a là quelque chose que vous avez traité avec beaucoup de finesse... peut-être un peu trop, en tout cas qui nous a un peu éloignés du sujet : Qu'est-ce qui vient aujourd'hui avec ce mot de « démondialisation » ? Que se passe-t-il après ?

Nous avons bien entendu ce que vous avez exprimé, qui rejoint un peu ce qu'avait dit Hubert Védrine : le monde ne va pas se fermer, en dépit de probables tendances protectionnistes. Les tendances protectionnistes qui s'étaient développées à la fin du XIX^e siècle étaient des tendances modérées. On

¹⁷ *Le siècle soviétique*, Moshe Lewin, éd. Fayard / *Le Monde diplomatique*, mars 2003.

¹⁸ *L'Âge des extrêmes : le court XX^e siècle 1914-1991* (édition originale : *The Age of Extremes*, 1994), traduction française, éd. Complexe / *Le Monde diplomatique*, 1999, seconde édition, éd. André Versaille / *Le Monde diplomatique*, 2008.

ne va pas assister à une fermeture, peut-être, aussi brutale que celle souvent évoquée.

François Lenglet a parlé des réactions des jeunes générations qui ont été marginalisées au cours du cycle libéral-libertaire qui s'achève. Mais les classes d'âge au pouvoir s'accrochent. Ça ne va pas se terminer facilement. Et s'il y a des craquements, ils ne sont pas dus à la seule technologie.

On voit qu'à travers la mondialisation les rapports de forces se sont modifiés, se sont déplacés. La Chine a été citée à propos de sa part dans le PIB mondial. On voit venir l'Inde. On voit dans le monde musulman, depuis 1979, la montée des deux fondamentalismes, chiite et sunnite (le premier, incarné par la théocratie iranienne, étant quand même beaucoup moins violente qu'Al Qaïda ou Daech). Tout cela s'enracine dans des conceptions anciennes qui nous échappent largement parce que c'est la réaction de ces sociétés au défi de l'Occident qui a suscité des forces qui, aujourd'hui, apparaissent en plein jour et provoquent des tensions.

On a parlé de l'élection de Trump, qui cible tout de suite la Chine, ses excédents commerciaux, qui la menace de droits de douane, qui cible également le Mexique... et un peu l'Allemagne dont Jean-Michel Quatrepoint a parlé tout à l'heure et à laquelle nous sommes associés pour le meilleur et pour le pire. Avons-nous encore une marge de manœuvre par rapport à la direction qu'elle imprime au mouvement général ?

La crise ukrainienne est au fond le débordement du *soft power* occidental qui veut promouvoir des accords d'association à l'Est et se heurte évidemment à la puissance russe. Essayer de trouver des coupables n'a pas beaucoup d'intérêt. Ce qu'il faut, c'est expliquer la manière dont s'est produite cette collision qui a paru inopinée mais qui se comprend mieux quand on fait une analyse historique.

Nous maîtrisons très peu de choses. Le monde actuel n'est plus celui que nous avons connu il y a trente ou quarante ans. C'est un autre monde qu'il faut comprendre. Nous allons vers des secousses. Ce ne sont pas les projets politiques qui seront déterminants mais des secousses qui tiendront peut-être à certains projets politiques, peut-être pas les nôtres, d'autres chocs qui interviendront peut-être en Ukraine, peut-être au Moyen-Orient où la politique américaine a exporté le chaos depuis quelques décennies. Cela va nous revenir dans la figure parce que l'islamisme radical, ce n'est pas fini. Le terrorisme djihadiste peut rebondir de diverses manières.

Imaginer que l'implosion de l'URSS n'allait créer qu'un trou noir et qu'on allait pouvoir cantonner les Russes aux limites de la Moscovie c'était ignorer ce

qu'a été l'histoire de l'Empire russe, de l'Union Soviétique. C'est une vue ridicule des choses qui s'étale à jet continu dans nos médias, dans la bouche de nos hommes politiques, tous plus incultes les uns que les autres. C'est assez effrayant et le monde vers lequel nous allons avec les yeux fermés risque de nous surprendre beaucoup. Peut-être trouverons-nous des chemins plus réalistes. Peut-être n'arriverons-nous pas à une fermeture trop brutale. Peut-être parviendrons-nous à constituer en Europe une entité stratégique, ce que nous n'avons jamais été capables de faire puisqu'on a donné à la Commission européenne le soin de déréglementer et de décider, à travers la concurrence, l'abaissement de toutes les protections (droits de douane, règles de prudence élémentaires...). Nous nous sommes mis à la remorque de ce char au nom d'une idéologie infiniment « aimable » puisqu'elle était celle de Victor Hugo dans les années 1860 : l'Europe, la famille des nations européennes réconciliées avec Paris comme capitale ! C'était vraiment se mettre le doigt dans l'œil jusqu'au coude. Nous avons hérité d'une Europe qui ne ressemble pas du tout à cela. Mais c'est l'Europe telle qu'elle est, avec laquelle nous allons devoir faire. Pourrions-nous bâtir une entité stratégique pour exister dans le monde qui vient ? Et pour dominer les rivalités entre la Chine et les États-Unis, la montée des grands émergents, la montée des grands États ? Un des points sur lesquels j'approuve François Hollande, c'est qu'il a réuni aujourd'hui à Versailles les quatre grands pays de l'Europe occidentale : l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie... Oui, mais avec des dirigeants qui n'ont pas réfléchi, ça ne peut rien donner, malheureusement. Pourtant c'est dans cette voie-là qu'il faudrait aller, en y associant la Russie qui ne correspond pas aux caricatures qui en sont faites tous les jours. Thierry de Montbrial a écrit un « *Journal de Russie* »¹⁹ très intéressant mais nous n'arrivons pas à raisonner tous ces gens qui aspirent à rouler à nouveau dans les ornières du passé, à faire rejaillir une nouvelle guerre froide qui ne correspond absolument à aucun projet raisonnable. Est-il intelligent de repousser la Russie vers la Chine ? C'est ce à quoi aboutissent la politique des sanctions et toute la politique occidentale actuelle. N'y aura-t-il pas, finalement, un retour à la raison ?

Trump n'a peut-être pas toujours tort. Peut-être prendra-t-il quelques bonnes initiatives en Syrie, par exemple, et peut-être en Ukraine. On peut craindre le pire mais on peut quelquefois être surpris, en tout cas espérer pouvoir l'être. Cela me paraît important parce que, pour des raisons qu'il serait trop long

¹⁹ *Journal de Russie, 1977-2011*, Thierry de Montbrial, éd. du Rocher, 2012.

d'expliquer (mais il suffit de citer la démographie), je ne pense pas que l'Europe puisse exister comme acteur stratégique si ses grandes nations qui sont affrontées aux mêmes menaces, aux mêmes défis, ne sont pas capables de réunir leurs forces.

Nous n'avons pas devant nous un avenir riant. Nous n'avons pas, comme jadis, un projet que nous porterions avec enthousiasme. Nous avons à « empêcher que le monde se défasse », comme le disait Camus²⁰, et nous devons par conséquent essayer de gérer avec prudence, pour autant qu'on puisse encore les gérer, les déplacements d'équilibres qui sont déjà contenus dans cette fin de la mondialisation que vous nous avez décrite, François Lenglet, avec beaucoup de talent. C'est donc la question qui vous est posée : Avons-nous les moyens de réagir, d'être à la hauteur des événements qui sont devant nous ? Malheureusement le spectacle que donne la campagne électorale à ce jour fait craindre le pire. Nous avons vraiment le sentiment que la plupart des candidats ne sont pas en phase avec le monde qui vient. Ils sont encore sur l'idée de la mondialisation heureuse ou croient que « l'Europe, « petit coin de paradis ²¹», pour citer A. Minc, est vraiment la clé du problème qui est devant nous.

Débat final

FRANÇOIS LENGLET

J'ajouterai un mot à propos de la technologie. Nul doute que l'invention du microprocesseur ait été une cause très importante de la chute du mur parce que la diffusion de l'information a fait beaucoup pour alimenter le ressentiment des populations contre leurs maîtres. Pour autant, peut-on en déduire que la technologie joue toujours ce rôle-là ? Je n'en suis pas sûr. Ne peut-on pas au contraire imaginer que la technologie n'est jamais qu'un outil mis au service de la pulsion du moment ? À l'heure libérale la technologie est libérale mais à l'heure protectionniste elle sert au contraire à contrôler, à surveiller, à renforcer

²⁰ « *Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse.* » Albert Camus, Discours de Suède, Folio-Gallimard, p.17-18.

²¹ *Un petit coin de paradis*, Alain Minc, éd. Grasset, mars 2011.

les pouvoirs de l'État. Autrement dit, la technologie n'a pas d'âme en elle-même mais c'est bien sûr le politique, entendu au sens large, c'est-à-dire la vie de la société et l'idéologie dominante qui lui assigne une fonction, me semble-t-il.

Quant à la fermeture, jusqu'où ira-t-elle ? Regardons l'extraordinaire vitesse avec laquelle des choses que personnellement j'aurais crues impensables se produisent. Trois exemples : les relocalisations, la politique de Trump avec la réforme fiscale – dont parlait Jean-Michel Quatrepoint –, qui pourrait transformer complètement l'équilibre des échanges mondiaux par une incitation très puissante à acheter à l'intérieur des frontières plutôt qu'à l'extérieur. Le troisième exemple est l'incroyable rapidité avec laquelle la libre circulation des capitaux a disparu sur la planète, au moins entre l'Europe, les États-Unis etc., avec la fin du secret bancaire. C'était impensable ! Et c'est bien une demande politique alors que la technologie est toujours là...

THIERRY DE MONTBRIAL

La fin du secret bancaire est typiquement rendue possible par la technologie. Cela n'aurait pas été possible il y a vingt ans. C'est une issue rendue possible par la technologie.

L'Internet n'est comparable en importance qu'à la découverte de l'écriture et à celle de l'imprimerie qui ont transformé entièrement le monde. Je ne veux pas dire autre chose. Dans ce cadre-là, il y aura des mouvements de flux, de reflux, d'ouverture, de fermeture mais ce ne seront jamais des fermetures complètes parce que, qu'on le veuille ou non, le monde est devenu petit.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Mais Internet permet la relocalisation...

Personne ne pense qu'on va arrêter l'interconnexion. Simplement, c'est un mouvement. Par exemple, le local va reprendre un certain pas sur le global, mais seulement un certain pas. Tout est dans la position du curseur.

Les technologies sont, comme la langue d'Ésope, la meilleure et la pire des choses. Elles sont un moyen et non une solution.

M. de Montbrial a été, selon moi, unilatéral. La chute de l'Union Soviétique appartient à l'histoire. Elle a eu lieu, ce n'est plus aujourd'hui un enjeu. Mais vous n'avez pas du tout évoqué la chute de l'empire américain qui, selon moi, est en train de se produire sous nos yeux. Le 30 avril 1975, qui vit l'ambassadeur des États-Unis s'enfuir devant le Viêt-Cong, la bannière étoilée sous le bras, fut selon moi le premier acte de la chute de l'empire. Puis il y eut le rétablissement des relations diplomatiques des États-Unis avec Cuba et la reconnaissance de l'échec de la politique agressive de blocus des États-Unis (un acte que les médias n'ont pas décrypté pour ce qu'il valait).

Depuis plus d'un siècle, les États-Unis n'ont pu imposer leur domination que par la guerre. Aujourd'hui, Trump, d'une façon très empirique (on ne peut pas l'accuser d'être un intellectuel ou un idéologue), réoriente la politique américaine avec le repli dans les limites du territoire national. En même temps, à Davos, Xi Jinping parle du libre-échange, se substituant, d'une certaine manière, aux États-Unis. Mais il prend aussi la tête de la croisade pour sauver la planète. Cela devrait nous faire réfléchir.

Il y a des périodes de globalisation, avez-vous dit. En entendant François Lenglet, je pensais au petit ouvrage de Lénine : « *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* »²² où il décrivait la globalisation de l'époque.

L'histoire nous apprend qu'il n'y a pas eu de grande rupture sans guerre, sans flots de sang. À l'ère numérique, où tout va très vite, comment voyez-vous

²² « *L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.* » dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme. Essai de vulgarisation* (Lénine, 1917), éd. de Pékin.

l'évolution de ces mutations, dans le contexte des menaces des uns et des autres, des bruits de bottes en Europe (ils sont nombreux), mais aussi de la nouvelle confrontation entre les États-Unis et la Chine ?

Je partage le regard lucide que Jean-Pierre Chevènement porte sur le réel. La réalité est inquiétante, et pas seulement en France. Aux Pays-Bas, au Danemark, en Finlande, en Pologne... on observe un repli très étroit sur un nationalisme chauvin qui incite à la méfiance et à la haine de l'autre.

FRANÇOIS LENGLET

Dans l'histoire, certains de ces cycles ont été ponctués par des guerres, dans d'autres cas, la fermeture se fait tranquillement, comme après 1873. Il est vrai que toutes les phases de globalisation s'accompagnent d'une puissance mondiale qui organise l'ordre. En effet, la globalisation suppose la sécurité universelle des transactions et nécessite un gendarme universel qui fasse respecter l'ordre. À l'évidence, la période de globalisation qui se termine est dominée par les États-Unis et on peut tout à fait penser que le déclin de cette période de globalisation s'accompagne d'un déclin relatif des États-Unis, comme le précédent cycle avait vu l'effacement relatif du Royaume-Uni.

Thierry de Montbrial évoquait l'après-Première guerre mondiale. Il faut relire les pages du livre « *Les conséquences économiques de la paix*²³ » où Keynes raconte la vie, avant la Première guerre mondiale, d'un Londonien fortuné qui peut voyager et investir dans n'importe quel coin du monde, commercer avec tous les pays du monde, se faire livrer tous les produits. En 1913, écrit Keynes, cet homme-là était convaincu que cet ordre allait durer autant que lui. On voit que toutes ces phases de mondialisation s'accompagnent d'un ordre mondial imposé par les puissances qui, au fil des âges, cèdent le pas à de nouvelles puissances. On peut imaginer que la rivalité Chine/États-Unis sera l'un des axes qui, à la fois, déstabilisera le monde de la transition et contribuera, je l'espère, à le réorganiser ensuite.

²³ *The economic consequences of the peace*, John Maynard Keynes, 1919.

J'ai l'impression, pour ma part, que l'ennemi tout désigné, en tout cas pour les démocrates, était la Russie. Je ne suis pas dans le secret, je ne sais pas si les *hackers* russes ont agi ou pas mais j'observe l'hystérisation qui gagne notamment la presse américaine vis-à-vis du rôle des Russes, des rencontres entre l'équipe Trump et l'ambassadeur de Russie... alors qu'il est logique que des équipes qui vont accéder au pouvoir rencontrent des diplomates d'autres pays !

Le vrai sujet est : Que voulait vraiment faire l'*establishment* qui tenait le haut du pavé aux États-Unis ? Des agences de renseignement qui, aux États-Unis, s'étaient autonomisées et étaient considérées comme un État dans l'État (17 agences de renseignement très peu contrôlées, 200 000 personnes, 70 milliards de dollars de budget annuel), avaient poussé le Président Bush à faire la guerre en Irak sur des « *fake news* » (fausses informations). Elles ont fait pression sur Barack Obama pour qu'il ne ferme pas Guantanamo.

Un autre pouvoir considérable est celui des médias (le 4^{ème} pouvoir). Les présidents, les politiques américains se plient aux normes des médias.

Il est amusant de constater que l'équipe Trump a gagné parce qu'elle a mieux exploité les nouvelles technologies que les équipes Clinton. Trump a gagné parce que son équipe a utilisé un logiciel de Peter Thiel (seul magnat de la *Silicon Valley* qui l'ait soutenu) qui permet de cibler de façon extrêmement fine les électeurs des dix *Swing States* (États-clés). Cela a permis de concentrer tout le porte à porte, toute l'action militante sur quelques dizaines de milliers d'électeurs en dépensant le minimum d'argent. Hillary Clinton a gagné en voix avec les gros bataillons de la Californie et du Nord-est de l'Amérique. Trump, lui, a fait l'impasse sur ces États. Il a optimisé le système des grands électeurs en se concentrant sur les *Swings States*. Les démocrates ont été mauvais dans ce domaine alors que les GAFAs les soutenaient ! Du coup, refusant de reconnaître qu'ils ont été mauvais, ces pouvoirs, les services de renseignement, les médias et l'administration de Washington, ont fait de la Russie l'ennemi numéro un. Si Trump a gagné c'est selon eux parce que les Russes ont truqué l'élection. Je pense qu'ils essaient d'avoir la peau de Trump par tous les moyens (l'*impeachment* ou d'autres moyens déjà utilisés dans l'histoire des États-Unis). Les enjeux sont extrêmement forts.

L'obsession anti-russe touche également l'Europe. On parle aujourd'hui de supprimer le vote par Internet parce que les Russes pourraient intervenir ! L'hystérisation antirusse, Ayrault en tête, est en cours. Les Russes ne sont pas des enfants de chœur. Il y a beaucoup de *hackers* russes et israéliens (les uns et les autres sont très doués et un quart de la population israélienne est russe). Des sociétés privées russes font profession de sécuriser les systèmes informatiques des entreprises. Le Kremlin les laisse faire dès lors qu'ils ne s'attaquent pas au système russe. En revanche, il leur laisse la bride sur le cou pour agir à l'extérieur. Il est fort possible que ces spécialistes aient « hacké » le Parti démocrate et que des mails aient été transmis à *wikileaks*. De là à vouloir déclarer la guerre à la Russie il y a un pas.

Quant à la Chine, Trump a battu en retraite sur les relations avec Taïwan parce qu'il avait commis une erreur²⁴. Je suis persuadé qu'ils trouveront un compromis. Quant aux barrières douanières, elles ne se feront pas par des taxes (sauf cas particulier, sur l'acier, l'aluminium ou autres) mais par la fiscalité. C'est une façon compliquée mais très habile de le faire.

MILAN VIRATELLE

J'aimerais faire mention d'une vérité historique relative à l'économie que je considérerai du point de vue politique. Cette vérité a été mise en lumière par un professeur d'économie à Harvard (donc peu suspect d'être un tenant de l'autarcie) qui a rappelé, dans un livre intitulé « *Capital rules* »²⁵, que la dérégulation tous azimuts, particulièrement des mouvements de capitaux, n'est pas l'enfant des Américains, de *Wall Street*, du Trésor, encore moins de la *City* mais des Français, particulièrement de quatre socialistes français, dans les années 80 et 90 : Jacques Delors²⁶, président de la Commission, son directeur de cabinet, l'honorable Pascal Lamy, déjà cité ce soir, Michel Camdessus²⁷ (plutôt

²⁴ Le président Trump s'était félicité sur Twitter d'avoir reçu un appel de la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, allant à l'encontre de quarante ans de rupture diplomatique.

²⁵ *Capital Rules - The Construction of Global Finance* (OISC,) Rawi Abdelal, 25 septembre 2009.

²⁶ Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995.

²⁷ Michel Camdessus, directeur du FMI de 1987 à 2000,

chrétien-démocrate que socialiste) et Henri Chavranski²⁸ alors directeur du comité à l'OCDE en charge des mouvements de capitaux, une instance très importante dans la dérégulation.

Ma question s'adresse à M. Chevènement. Que pense le socialiste que vous fûtes de ce qui s'apparente à une trahison des idées socialistes, du peuple français et surtout à un sacrifice des intérêts nationaux sur l'autel d'un universalisme européiste de pacotille ?

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

J'ai lu le livre de Rawi Abdelal que vous évoquez. Je nuancerai un peu son analyse en disant que Jacques Delors, Pascal Lamy, Henri Chavranski et Michel Camdessus ont donné une forme juridique à une poussée venue du monde anglo-saxon qui s'est répercutée sur le continent européen à travers l'Acte unique négocié en 1985, ratifié en 1987 et mis en œuvre au début des années 1990, puisque la libération complète des mouvements de capitaux à l'intérieur de l'Europe mais aussi vis-à-vis des pays tiers, c'est-à-dire du reste du monde, a été le véritable acte de baptême de la mondialisation financière. Le capitalisme financier à l'échelle mondialisée repose aussi sur cette donnée juridique : des traités et des textes élaborés à l'OCDE par Chavranski et, un peu plus tard, au FMI par Camdessus, mais sans concrétisation.

Il faut bien comprendre que tout cela tourne autour de la personne de Jacques Delors. Vous le présentez comme un socialiste mais on peut le définir plus justement comme un démocrate-chrétien. Il vient de la CFTC et il était secrétaire général du Premier ministre Chaban-Delmas, à l'origine de cette « nouvelle société » dont on nous chantait la magnificence au début des années 1970. Jacques Delors travaillait au Plan à la fin des années 70 quand je le côtoyais dans l'antichambre de François Mitterrand, lequel me disait, pour me faire plaisir (je ne représentais pas vraiment la même orientation politique) : « Qu'est-ce qu'ils peuvent être casse-pieds ces gens du plan ! ». Comme vous l'avez souligné, à l'époque, le Parti socialiste se voulait encore socialiste, d'une certaine manière. En tout cas, il avait une vision des choses très éloignée du modèle néolibéral qui, porté aux États-Unis par Milton Friedman et les *Chicago*

²⁸ Henri Chavranski, présida, de 1982 à 1994, le Comité des mouvements de capitaux et de transactions invisibles (CMIT).

*Boys*²⁹, s'est transmis à l'Europe et, à travers l'Europe, au reste du monde dans le cours des années 80. La victoire politique de Jacques Delors, qui était manifeste en mars 1983, a porté ses conséquences au niveau de la rédaction d'un certain nombre de textes, au sein de l'OCDE d'abord, et ensuite au niveau européen à travers la réglementation européenne basée sur l'Acte unique. En effet, c'est sur la base de l'Acte unique que la Commission européenne a élaboré plusieurs centaines de directives et projets de règlements qui font aujourd'hui l'essentiel de notre législation en matière économique. De la même manière, au niveau du FMI des projets ont été élaborés par Camdessus mais les États-Unis ont considéré que le travail était fait, donc ils n'ont pas donné suite. C'est ce que raconte Rawi Abdelal.

Cela illustre le grand tournant de 1983 dont les suites se feront sentir très longtemps : La libération des capitaux se fait au début des années 90, l'abolition du *Glass-Steagall Act*, aux États-Unis, à la fin des années 90. On voit bien que nous sommes en présence de mouvements longs.

Un exemple m'est venu tout à l'heure à l'esprit : on a parlé de la mondialisation britannique avant 1914. À l'époque, la livre sterling était la principale monnaie de réserve mondiale. C'est seulement en 1955 que le dollar a remplacé la livre sterling comme première devise dans les réserves des banques centrales (le montant des réserves en dollar est devenu plus important que le montant des réserves en livre sterling). Pourtant l'hégémonie britannique était terminée depuis longtemps ! Cela illustre la très grande lenteur de certaines évolutions.

Il faut donc raisonner sur le temps long. L'intérêt du débat de ce soir est de montrer que nous entrons vraiment dans une nouvelle ère, dans un nouveau cycle. L'un se ferme, l'autre commence.

²⁹ Les « *Chicago Boys* » sont un groupe d'étudiants chiliens, pour la plupart issus de l'Université catholique du Chili, qui aidèrent à réformer l'économie chilienne dans la ligne intellectuelle de l'Université de Chicago avec laquelle leur établissement avait noué des accords d'échange depuis 1956. Ils avaient donc eu l'occasion de suivre l'enseignement de Friedman et d'Arnold Harberger. (<http://www.causeur.fr/chili-le-mythe-des-chicago-boys-7970.html>).

Vous parlez de l'histoire, du temps long. J'apporterai une illustration apaisante. À propos de la technologie et de la chute de l'Union Soviétique, phénomène politique ou influence de la technologie, je voudrais rappeler d'abord l'observation – qui me paraît sage – d'Hélène Carrère d'Encausse qui avait commencé à imaginer un éclatement de l'Union Soviétique à partir de la périphérie dans son livre « *L'Empire éclaté* »³⁰. Puis elle écrivit « *La Gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique* »³¹ après Tchernobyl, accident technologique touchant l'approvisionnement des soviétiques en électricité. Or « *le communisme, c'est les Soviets plus l'électricité* »³². C'est la fin du communisme parce que la technologie a fini par triompher. Je crois que cette observation d'Hélène Carrère d'Encausse est juste.

À propos de toutes ces affaires, Russie, Ukraine Crimée etc. il serait bon de se rappeler l'histoire et les témoignages. Quand on lit la correspondance des diplomates qui vont à Yalta en 1945, c'est très curieux, ils ne parlent pas d'Ukraine, ils ont l'impression naïve d'aller en Russie. Quand on relit la correspondance de Balzac, qui a passé trois ans en Ukraine, dans la partie d'ailleurs la plus polonaise, la plus catholique, la plus éloignée de l'orthodoxie de l'Ukraine d'alors, c'est très curieux, quand il écrit à sa mère, à sa sœur, ce fou parle de Russie, il ne savait pas qu'il était en Ukraine.

Ce sont les témoignages de l'histoire...

Je dois dire que j'ai eu moi-même l'impression d'être en Russie en allant à Zaporojie, ville ukrainienne sur le Dniepr, jumelée avec Belfort à l'initiative d'un de mes prédécesseurs à la mairie de Belfort, Pierre Dreyfus-Schmidt, qui

³⁰ *L'Empire éclaté*, Hélène Carrère d'Encausse, éd. Flammarion, 1978.

³¹ *La Gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Hélène Carrère d'Encausse, éd. Fayard, décembre 1991.

³² Citation de Lénine, dans son discours au 8^{ème} congrès des Soviets en 1919.

était persuadé de faire un geste de rapprochement avec la Russie (à l'époque l'Union Soviétique).

DANS LA SALLE

Vous avez beaucoup parlé ce soir du rôle de la technologie dans la mondialisation. M. Chevènement a mentionné que la politique devrait primer sur la technologie.

Je considère que l'abstraction mathématique est un outil extrêmement puissant au service de la mondialisation qui, comme l'a dit M. de Montbrial, fait disparaître les peuples derrière des modèles abstraits et les particularités des pays derrière des moyennes. C'est à l'aide de ces indicateurs statistiques et mathématiques que la France est comparée à l'Allemagne, aux États-Unis, à d'autres pays, notamment dans des domaines où on n'est pas forcément comparable.

Pourquoi les mathématiques statistiques, financières, ont-elles tant de poids dans le domaine politique ? Pourquoi les considérations liées aux particularités des pays, notamment aux traditions et à l'âme de la France, ne font-elles pas le poids face aux chiffres avancés par les experts ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Pour les journalistes, il est facile de s'appuyer sur des statistiques, des classements (les chiffres, eux, ne trompent pas... sauf qu'on sait très bien manipuler les chiffres !). Les classements gomment les différences dans une homogénéisation, une globalisation qui uniformise. J'ai toujours été pour la mondialisation mais je suis contre la globalisation dont l'idéologie est l'uniformisation alors que la richesse c'est de se nourrir de ses différences.

Il y a *un* langage des chiffres mais il y a *des* langues.

Je reviens au rapprochement fait entre la « chute de l'empire américain » et la fin de l'Union Soviétique. Permettez-moi de remarquer que la chute de l'Union Soviétique est en même temps la chute de l'empire russe. C'est le dernier empire du XX^e siècle qui s'effondre d'un seul coup. Mais nous avons à peine commencé à subir les conséquences de la chute de l'empire russe qui vont se faire sentir encore pendant plusieurs décennies. Nous en sommes au tout début.

Les chiffres, les statistiques, doivent être utilisés avec énormément de précautions.

Je rappellerai cependant que le PIB de la Russie est inférieur à celui de l'Italie ! Cette seule observation donne la mesure du « danger russe ». Je suis entièrement d'accord avec Jean-Pierre Chevènement et Jean-Michel Quatrepoint à propos de la « menace » que représenterait la Russie. Tout cela est bien excessif. Je raconte dans mon « *Journal de Russie* » qu'en 1990, avant la chute de l'Union Soviétique, faisant partie du comité éditorial du Figaro, j'avais eu accès, avec Hélène Carrère d'Encausse, F. O. Giesbert, Philippe Villin et quelques autres, à la base de Cronstadt, réputée la plus grande base navale du monde. Ce n'étaient que ruines ! Je me souviens, devant ce spectacle pathétique, avoir pensé : C'est donc ça l'Union Soviétique !

Il faut en effet relativiser les classements. Cette année l'IFRI, l'institut que je préside, est classé 3^{ème} mondial par l'université de Pennsylvanie, sur 6 850 institutions répertoriées, devant bien des institutions américaines en réalité beaucoup plus puissantes que nous. C'est un instrument de communication qui, le cas échéant, peut être utile mais on voit bien qu'il y a quelque chose qui cloche. Donc vous avez tout à fait raison, il faut se méfier, non pas des mathématiques mais des chiffres.

Je remercie chaleureusement nos intervenants et le public venu très nombreux ce soir.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ?

APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?

Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE

Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE

Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGERENCE

Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE FACE À LA RADICALISATION

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRÈCE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

QUEL MODÈLE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?

Table ronde du lundi 1^{er} juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**

Colloque du lundi 29 juin 2015

L'UKRAINE

Table ronde du lundi 14 septembre 2015

QUEL MODELE TERRITORIAL POUR LA REPUBLIQUE ?

Colloque du lundi 28 septembre 2015

QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ?

Colloque du lundi 26 octobre 2015

LE MODELE FRANÇAIS D'INTEGRATION

Colloque du lundi 23 novembre 2015

**LA CHINE ET SES DEFIS :
VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT**

Colloque du lundi 14 décembre 2015

L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ETATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

LES EVOLUTIONS DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL

Colloque du lundi 4 juillet 2016

**LA DEMOGRAPHIE EN EUROPE
ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES**

Colloque du lundi 24 octobre 2016

**L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETE PAR LE PEUPLE :
LIMITES, SOLUTIONS**

Colloque du lundi 14 novembre 2016

QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?

Colloque du lundi 12 décembre 2016

**VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION,
MYTHE OU REALITE ?
QUELLE STRATEGIE POUR LA FRANCE ?**
Colloque du lundi 6 mars 2017

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Franck Dedieu**, responsable du développement de la Fondation Res Publica : « **La fin d'un modèle économique, le nouveau départ d'un autre ?** » (suite au colloque du 4 juillet 2016 sur « Les évolutions du contexte économique et financier mondial »)
- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- **L'euro contre l'Europe**, note de lecture du livre de Joseph Stiglitz « *L'euro, comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe* » (Les Liens qui Libèrent, septembre 2016), par Franck Dedieu, responsable du développement de la Fondation Res Publica
- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn « *The Euro Trap: on bursting bubbles, budgets and beliefs* » (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.
- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « *Le Choc des Empires* » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en mai 2017